

20 janvier 2022

## **Afghanistan : Organisation et exactions du *National Directorate of Security* (NDS), principalement depuis 2017**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Organisation et direction récente du NDS.....	4
1.1. Principaux dirigeants récents du NDS.....	4
1.2. Les départements ou directions du NDS.....	5
1.3. Organisation et direction par provinces du NDS .....	6
2. Les forces spéciales du NDS, les « paramilitaires » afghans de la CIA .....	7
2.1. La réalité du contrôle du NDS sur les forces spéciales à son nom.....	7
2.2. Les unités des forces spéciales du NDS : noms et implantations.....	8
3. Opérations et exactions du NDS et des forces spéciales au niveau national.....	10
3.1. Opérations sur le territoire national .....	10
3.2. Exactions commises par le NDS à l'échelle nationale .....	10
3.2.1. Un organisme de répression de la société civile dissidente du gouvernement .....	10
3.2.2. Des exactions commises par le NDS contre des civils lors d'opérations armées.....	12
3.2.3. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS.....	13
3.3. Exactions commises par les unités des forces spéciales du NDS.....	15
3.3.1. Exactions lors des opérations menées par les forces spéciales du NDS .....	15
3.3.2. L'usage de la torture par les forces spéciales du NDS .....	16
4. Les exactions du NDS et des forces spéciales aux échelles provinciales.....	17
4.1. Provinces centrales .....	17
4.1.1. Les exactions de l'unité 01 des forces spéciales du NDS.....	17
4.1.2. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS des provinces centrales.	18
4.2. Provinces de l'Ouest.....	19
4.3. Provinces du Nord .....	20
4.4. Provinces de l'Est .....	21
4.4.1. Les exactions de l'unité 02 des forces spéciales du NDS.....	21
4.4.2. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS des provinces de l'Est....	22
4.5. Provinces du Sud (dont Sud-Est).....	22
4.5.1. Les exactions de l'unité 03 des forces spéciales du NDS.....	22
4.5.2. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS des provinces du Sud ....	23
5. La prise de pouvoir des talibans.....	24
Bibliographie.....	26

**Résumé :** Le *National Directorate of Security* (NDS) était la principale agence de renseignement afghane. Il a été fondé en 2001 avec l'appui important de la CIA étasunienne. Le NDS était organisé en départements numérotés et son organisation nationale se répliquait dans les 34 provinces du pays. Les officiers du NDS ont commis de nombreuses exactions à l'encontre de la société civile, notamment des journalistes et analystes critiques envers le gouvernement, et des détenus sous son autorité. L'usage de la torture était répandu dans les centres de détention du NDS bien qu'une tendance à la réduction de ces pratiques ait été observée au fil de la décennie précédente. Les forces spéciales du NDS, des unités opérationnelles contrôlées, financées et entraînées en réalité par la CIA, ont commis de nombreuses exactions à l'encontre des civils dans le cadre d'opérations armées, particulièrement lors de raids nocturnes.

**Abstract :** The *National Directorate of Security* (NDS) was the main Afghan intelligence agency. It was founded in 2001 with the strong support of the American CIA. It was organized in departments with numbers and the national organization replicates itself in the 34 country provinces. The NDS officers have committed plenty of abuses against the civil society, notably on journalists and analysts who criticized the government, and against detainees under its authority. The use of torture was widespread in NDS facilities even though a downward trend was noted over the years. The NDS special forces, operational units controlled, financed and trained by the CIA in reality, have committed many abuses against civilians in armed operations, especially throughout night raids.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Organisation et direction récente du NDS

Jusqu'à la prise de pouvoir des talibans en août 2021, le **National Directorate of Security (NDS) était le principal organisme de recueil de renseignements intérieurs et extérieurs d'Afghanistan**<sup>1</sup>. Il était également compétent pour mener des enquêtes criminelles liées à la sécurité nationale<sup>2</sup>. **Fondé en 2001**, le NDS est devenu **officiellement fonctionnel en 2002** avec l'assistance de l'agence de renseignement des Etats-Unis, la *Central Intelligence Agency* (CIA), dans le but premier de collecter des informations sur les talibans<sup>3</sup>. Historiquement, le NDS avait pour « ancêtre » le « Service d'information de l'Etat », le **KhAD** (*Khedamat-i ettelaat-i daulat*)<sup>4</sup>. Par ailleurs, le quartier général du NDS se situait à **Kaboul**<sup>5</sup>.

Le NDS répondait directement à la présidence de la République Islamique d'Afghanistan et **sa structure de commandement était indépendante** des ministères de l'Intérieur et de la Défense<sup>6</sup>. Le NDS entretenait en revanche des liens étroits avec les Forces Afghanes de Sécurité Nationale (*Afghan National Security Forces*, ANSF)<sup>7</sup>.

Le NDS était « à la tête de la pyramide » du renseignement afghan, avec la Direction du Renseignement Militaire (*Directorate of Military Intelligence*) et la Direction du Renseignement de la Police (*Directorate of Police Intelligence*), deux institutions indépendantes aux liens étroits avec le NDS<sup>8</sup>.

Les statuts des agents du NDS étaient régis par le code militaire de discipline pour infractions aux lois du NDS et le nombre d'agents employés n'était par ailleurs pas divulgué publiquement<sup>9</sup>. De manière générale, notamment du fait de ses liens étroits avec la CIA et de sa relation directe à la présidence afghane, **le NDS était un organisme opaque**, entre autres au niveau de son fonctionnement interne<sup>10</sup>.

### 1.1. Principaux dirigeants récents du NDS

En mai 2016<sup>11</sup>, **Mohammad Masoom Stanikzai a été nommé directeur général (ou chef) du NDS**<sup>12</sup>. Il occupait ce poste jusqu'à ce qu'il remette sa démission au Président Ashraf Ghani, qui l'a accepté le **5 septembre 2019**<sup>13</sup>. Il a démissionné à la suite d'un raid nocturne mené par une unité des forces spéciales du NDS (*infra*) dans la capitale de la province de Nangarhar, Jalalabad, au cours duquel elles ont exécuté quatre frères qu'elles soupçonnaient d'avoir des liens avec l'Etat Islamique au Khorasan, (*Islamic State – Khorasan Province*, ISKP)<sup>14</sup>. Or, selon des officiels et des résidents de Jalalabad, ces quatre frères n'avaient « aucun » lien avec l'ISKP<sup>15</sup>.

**Le 9 septembre 2019, le Président a nommé Ahmad Zia Siraj à la tête du NDS**<sup>16</sup>. Il occupait auparavant le poste de directeur adjoint des opérations du NDS (ou directeur adjoint du NDS en charge des opérations)<sup>17</sup>. Ahmad Zia Siraj est le dernier chef du NDS connu<sup>18</sup>.

<sup>1</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.14, [url](#) ; USDOS, 03/2020, p.1, [url](#)

<sup>2</sup> USDOS, 03/2020, p.1, [url](#)

<sup>3</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.11-15, [url](#) ; Small Wars Journal (SWJ), 03/01/2018, [url](#)

<sup>4</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.14, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>5</sup> USDOS, 03/2020, p.1, [url](#)

<sup>6</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 18/07/2010, [url](#) ; Small Wars Journal (SWJ), 03/01/2018, [url](#)

<sup>7</sup> Small Wars Journal (SWJ), 03/01/2018, [url](#)

<sup>8</sup> Atlantic Council, 22/03/2021, [url](#)

<sup>9</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.15, [url](#) ; NDLR : pour plus d'informations, voir : DIDR, « Afghanistan : Le National Directorate of Security (NDS) », Ofpra, 11/01/2018, [url](#)

<sup>10</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>11</sup> NDLR : pour plus d'informations sur les anciens chefs et chefs adjoints du NDS de 2001 à 2016, voir : DIDR, « Afghanistan : Le National Directorate of Security (NDS) », Ofpra, 11/01/2018, [url](#)

<sup>12</sup> Khaama Press, 05/05/2016, [url](#)

<sup>13</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; TOLONews, 05/09/2019, [url](#)

<sup>14</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; TOLONews, 05/09/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>15</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; TOLONews, 05/09/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>16</sup> Khaama Press, 09/09/2019, [url](#) ; Devdiscourse, 09/09/2019, [url](#)

<sup>17</sup> Khaama Press, 09/09/2019, [url](#)

<sup>18</sup> La Presse, 05/01/2021, [url](#) ; RFE/RL, 29/04/2021, [url](#) ; Ariana News, 05/05/2021, [url](#)

Concernant les **directeurs adjoints ou premiers adjoints du NDS** depuis 2015<sup>19</sup>, **Adib Fahim** (fils de Mohammad Qasim Fahim, ancien chef du NDS et membre de l'Alliance du Nord) **est nommé à ce poste en juin 2015**<sup>20</sup>. Il l'a occupé pendant plus de quatre années avant de remettre sa démission à cause de « problèmes personnels » au président qui l'a acceptée **le 21 novembre 2019**<sup>21</sup>.

Le successeur d'Adib Fahim au poste de directeur adjoint du NDS était **Nazar Ali Wahidi**<sup>22</sup>. Fin mars 2021, il s'est adressé aux sénateurs et affirmait que les Pakistanais, en particulier leur agence de renseignement, l'ISI, influençait et donnait des ordres aux talibans qui ont « été convoqués à Peshawar » (ville importante du Pakistan proche de la frontière)<sup>23</sup>. Il a déclaré de plus que « le Pakistan réfléchit toujours à comment tuer des Afghans »<sup>24</sup>.

Au cours du mois suivant, soit celui d'avril 2021, Nazar Ali Wahidi a été remplacé par **Ebadullah Ebad**<sup>25</sup>. Le général Ebad était précédemment, du moins au printemps 2020, un « adjoint du NDS » (sans plus de précisions) et un « adjoint technique du Conseil de Sécurité Nationale »<sup>26</sup>. Il était le dernier à avoir occupé le poste de directeur adjoint du NDS et officiait toujours au 14 août 2021, soit à la veille de la prise de Kaboul par les talibans<sup>27</sup>.

Un des autres postes qui semblait parmi les plus importants du NDS était celui de **directeur adjoint en charge des opérations du NDS ou directeur adjoint opérationnel du NDS**.

De septembre 2018 (au plus tard) jusqu'au début du mois de février 2019, soit lors de sa nomination comme premier vice-ministre de l'Intérieur, **Abdul Saboor Qani** (ou Qane) occupait ce poste de directeur adjoint opérationnel du NDS<sup>28</sup>.

**Ahmad Zia Siraj** lui succède alors à ce poste, et ce jusqu'à sa nomination au poste de directeur général du NDS en septembre 2019<sup>29</sup>.

Dans la foulée le 9 septembre 2019, **Ajmal Abedi** est nommé directeur adjoint en charge des opérations du NDS<sup>30</sup>.

## 1.2. Les départements ou directions du NDS

Le NDS était organisé **en départements ou directions et sous-directions qui sont généralement désignés par des numéros**. Depuis sa création, certains de ces numéros ont été modifiés en 2011 ou/et par la suite et d'autres directions ont également été modifiées voire ont disparu de l'organisation centrale du NDS<sup>31</sup> (par exemple le cas de l'ancien département n°10 ou « NDS 10 » ou « D10 »<sup>32</sup>).

Bien qu'il y ait eu effectivement un directeur adjoint des opérations du NDS, aucune source publique consultée ne mentionne l'existence d'un département ou d'une direction propre aux opérations du NDS.

Parmi les départements du NDS figurait **le département n°241, le département ou la direction du contre-terrorisme**. Il était l'un des deux seuls départements du NDS doté de ses propres installations et centres de détentions<sup>33</sup>. En effet, la direction n°241 possédait des locaux qui lui étaient propres dans la capitale Kaboul et dans la province limitrophe de Parwan, plus précisément à Bagram au sein de la

<sup>19</sup> Pour plus d'informations sur les anciens chefs et chefs adjoints du NDS de 2001 à 2016, voir : DIDR, « Afghanistan : Le National Directorate of Security (NDS) », Ofpra, 11/01/2018, [url](#)

<sup>20</sup> Khaama Press, 01/06/2015, [url](#) ; TOLONews, 04/06/2015, [url](#)

<sup>21</sup> Khaama Press, 21/11/2019, [url](#) ; Pajhwok, 21/11/2019, [url](#) ; Twitter, compte certifié au nom de « TOLONews », 21/11/2019, [url](#)

<sup>22</sup> TOLONews, 30/03/2021, [url](#) ; Khaama Press, 31/03/2021, [url](#)

<sup>23</sup> TOLONews, 30/03/2021, [url](#) ; Ariana News, 30/03/2021, [url](#) ; Khaama Press, 31/03/2021, [url](#)

<sup>24</sup> TOLONews, 30/03/2021, [url](#) ; Ariana News, 30/03/2021, [url](#) ; Khaama Press, 31/03/2021, [url](#)

<sup>25</sup> Reporterly, 24/04/2021, [url](#)

<sup>26</sup> The Kabul Times, 18/06/2020, [url](#) ; Reporterly, 24/04/2021, [url](#)

<sup>27</sup> Didpress agency, 14/08/2021, [url](#)

<sup>28</sup> TOLONews, 23/09/2018, [url](#) ; Khaama Press, 02/02/2019, [url](#)

<sup>29</sup> Khaama Press, 02/02/2019, [url](#) ; Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; Devdiscourse, 09/09/2019, [url](#)

<sup>30</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; Devdiscourse, 09/09/2019, [url](#)

<sup>31</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.14, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 07/2016, p. 56., [url](#) ; UNAMA -OHCHR, 04/2017, p.65, [url](#)

<sup>32</sup> NDLR : pour plus d'informations, voir : DIDR, « Afghanistan : Le National Directorate of Security (NDS) », Ofpra, 11/01/2018, [url](#)

<sup>33</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.65, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

plus grande base militaire étasunienne d'Afghanistan surnommée le « Guantanamo d'Orient »<sup>34</sup>. Le département n°241 était précédemment numéroté 124 (à partir de 2011) et 90<sup>35</sup>.

Le second département, ou seconde direction, doté de ses propres installations et centres de détention, était le **n°501, le département des enquêtes**. Similairement au département n°241, le département n°501 disposait d'une implantation à Kaboul et Bagram jusqu'à la prise de pouvoir des talibans<sup>36</sup>. Le département n°501 était précédemment numéroté 40 (à partir de 2011) et 17<sup>37</sup>.

Le NDS était composé d'autres départements, tels que le n°34 en charge de la surveillance interne et le **département ou la direction n°13** créée en octobre 2011 et qui a évolué à plusieurs reprises jusqu'à sa forme la plus récente, la « **Direction du Genre et des Droits de l'Homme** »<sup>38</sup>. Les agents de cette direction étaient des « **officiers des Droits de l'Homme** », tout en étant des agents internes du NDS<sup>39</sup>. Cette direction avait la responsabilité d'identifier les violations des droits humains à l'encontre des personnes privées de liberté dans les centres de détention propres au service de renseignement, de recevoir et traiter leurs plaintes<sup>40</sup>.

Le département ou la direction n°13 du NDS était également impliqué sur d'autres sujets tels que la protection de l'enfance. En effet, durant l'année 2020, cette direction a organisé et conduit 89 séminaires, auprès de toutes les forces gouvernementales, qui avaient pour objectif de sensibiliser à la protection de l'enfance et en particulier la traite des mineurs<sup>41</sup>. La « *bacha bazi* », une pratique de traite et d'exploitation des garçons à des fins de divertissement social et sexuel, y était notamment abordée<sup>42</sup>.

**En 2019 et 2020, le NDS était l'organisme qui enquêtait sur la plupart des affaires de traite des êtres humains** (il n'est pas précisé si les agents chargés des enquêtes étaient de la direction n°13)<sup>43</sup>.

Une femme était à la tête de la direction n°13, **Sharmila Frogh** (ou Frough), jusqu'en mars 2020 lorsqu'elle décède de graves blessures survenues après un attentat à la bombe sur son véhicule à Kaboul<sup>44</sup>. Sharmila Frogh était auparavant à la tête du **département de lutte contre les enlèvements** au sein du NDS (ni les dates ni le numéro de ce département du NDS ne sont précisés)<sup>45</sup>. Officier de longue date du NDS, elle a été décorée post-mortem en 2021 par le Département d'Etat américain<sup>46</sup>.

### 1.3. Organisation et direction par provinces du NDS

**L'organisation nationale du NDS se répliquait aux échelles provinciales** : il y avait une entité provinciale du NDS pour chacune des 34 provinces afghanes, elle-même décomposée en plusieurs départements ou directions<sup>47</sup>. Il pouvait notamment y avoir des départements n°241 et n°501 à l'échelle provinciale comme c'était le cas par exemple dans les provinces centrales de Wardak et Parwan<sup>48</sup>.

Les unités des départements ou directions spécifiques au sein des entités provinciales du NDS se référaient aux chefs provinciaux du NDS, à savoir **un directeur provincial et un directeur adjoint provincial du NDS**.

Un seul département faisait toutefois exception, le département n°13<sup>49</sup>. En effet, les agents de ce département devaient se référer uniquement à la direction nationale et au directeur général du NDS,

<sup>34</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.65, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#) ; France Info, 02/07/2021, [url](#)

<sup>35</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.14, [url](#)

<sup>36</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.65, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>37</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.14, [url](#)

<sup>38</sup> Pour plus de détails sur ces deux et d'autres départements, voir : DIDR, « Afghanistan : Le National Directorate of Security (NDS) », Ofpra, 11/01/2018, [url](#).

<sup>39</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>40</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>41</sup> Etats-Unis, USDOS, 09/2021, [url](#)

<sup>42</sup> Etats-Unis, USDOS, 09/2021, [url](#)

<sup>43</sup> Etats-Unis, USDOS, 09/2021, [url](#)

<sup>44</sup> The Killid Group, 31/03/2020, [url](#) ; TOLONews, 31/03/2020, [url](#)

<sup>45</sup> Etats-Unis, USDOS, 04/03/2021, [url](#) ; TOLONews, 08/03/2021, [url](#)

<sup>46</sup> Etats-Unis, USDOS, 04/03/2021, [url](#) ; TOLONews, 08/03/2021, [url](#)

<sup>47</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.17-19, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#)

<sup>48</sup> The Intercept, 18/12/2020, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>49</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

quel que soit le lieu où ils exerçaient<sup>50</sup>. Les officiers des Droits de l'Homme du NDS étaient présents « en permanence dans presque tous les bureaux provinciaux du NDS à travers le pays »<sup>51</sup>.

Des entités provinciales du NDS disposaient également de leurs propres « **bureaux des procureurs** » avec un « **procureur général** » à leur tête, comme dans les provinces d'Herat et d'Helmand<sup>52</sup>. Le dernier procureur général connu de l'entité provinciale du NDS d'Helmand était **Sayed Mahmood Sadat (ou Sayed Mahmood Agha)**<sup>53</sup>. Le 6 mars 2021, il est décédé avec son garde de sécurité lors d'un attentat à la voiture piégée en plein cœur de la capitale provinciale, Lashkar Gah<sup>54</sup>.

## 2. Les forces spéciales du NDS, les « paramilitaires » afghans de la CIA

### 2.1. La réalité du contrôle du NDS sur les forces spéciales à son nom

Plusieurs « unités des forces spéciales » du NDS, des unités des forces spéciales entièrement différentes des unités nationales et provinciales, ont été identifiées, notamment par la mission des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA), depuis une dizaine d'années<sup>55</sup>.

Les unités des forces spéciales du NDS étaient **considérées comme des « unités paramilitaires » qui opéraient avec l'appui et selon les instructions de l'agence de renseignement étasunienne, la CIA**<sup>56</sup>. Ces unités ont également été considérées et dénommées comme des « milices dirigées par les forces internationales » et anciennement des « équipes de poursuite du contre-terrorisme »<sup>57</sup>.

Selon l'UNAMA en 2018, **ces forces spéciales « semblent opérer en dehors de la chaîne régulière de commandement du NDS, ce qui a pour conséquence un manque de surveillance et de responsabilité » de la direction du NDS sur ces unités**<sup>58</sup>. Par exemple, elle a révélé qu'en 2017, des officiers afghans du NDS « n'étaient pas capables » de leur fournir « une seule information » sur des exactions commises par les forces spéciales du NDS<sup>59</sup>. Le Conseiller National de la Sécurité du gouvernement afghan, Hamdullah Mohib, affirmait lui-même en 2019 que l'unité 01 (cf. *infra*) était « **sous contrôle de la CIA** » et qu'il n'était « pas complètement averti de leur manière d'opérer »<sup>60</sup>. Fin 2019, l'ONG *Human Rights Watch* (HRW) confirmait l'analyse de l'UNAMA<sup>61</sup>. Dans son dernier rapport sur la protection des civils afghans au cours de l'année 2020, la mission onusienne réitérait cette analyse et précisait que ces forces spéciales NDS semblaient « coordonnées avec des acteurs étrangers »<sup>62</sup>.

D'une part, comme le résumait le média *Foreign Policy* en 2020, « [on] sait peu du NDS, de ses structures et à qui il répond », en raison de l'opacité du service de renseignement<sup>63</sup>. D'autre part, **le rôle du NDS et son implication dans les opérations des forces spéciales a souvent manqué de clarté**, ou également son rôle avec un « groupe armé pro-gouvernemental », la *Khost Protection Force* (KPF, Force de Protection de Khost)<sup>64</sup>. La KPF opérait dans la province du même nom et plus rarement dans celles du Paktia et du Paktika<sup>65</sup>. Elle apparaît au milieu des années 2000 comme la première unité des forces afghanes pro-gouvernementales soutenue directement et financée par la CIA ; sa base se situait à l'extérieur de la capitale provinciale Khost et se dénommait « *Camp Chapman* »<sup>66</sup>. L'UNAMA

<sup>50</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>51</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>52</sup> UNAMA – OHCHR, 01/2013, p.30, [url](#) ; TOLONews, 06/03/2021, [url](#)

<sup>53</sup> TOLONews, 06/03/2021, [url](#) ; Kabul Now, 06/03/2021, [url](#) ; South China Morning Post, Associated Press (AP), 07/03/2021, [url](#)

<sup>54</sup> TOLONews, 06/03/2021, [url](#) ; Kabul Now, 06/03/2021, [url](#) ; South China Morning Post, Associated Press (AP), 07/03/2021, [url](#)

<sup>55</sup> Nations Unies – UNAMA, 10/2011, p.18-19, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>56</sup> The Guardian, 19/04/2013, [url](#) ; CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#)

<sup>57</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>58</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2018, p.53, [url](#)

<sup>59</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2018, p.53, [url](#)

<sup>60</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>61</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.3 et 19-20, [url](#)

<sup>62</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.64, [url](#)

<sup>63</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>64</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>65</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>66</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#) ; NDLR : Des estimations du nombre de ses membres semblaient emblématiques de l'opacité qui régnait à propos de ces unités des forces spéciales ou/et groupes armés progouvernementaux

considérait la KPF comme un « groupe armé pro-gouvernemental » ne faisant pas partie des forces gouvernementales et dont l'existence n'est pas régie par les lois afghanes, **au contraire des forces spéciales du NDS, qui faisaient officiellement partie des forces gouvernementales**<sup>67</sup>. Toutefois, la mission des Nations Unies a mis en évidence à plusieurs reprises des relations entre ces entités armées<sup>68</sup>. Dans ses derniers rapports, elle réservait une partie aux « forces spéciales du NDS et *Khost Protection Force* », différenciée d'une partie entière sur le NDS<sup>69</sup>.

D'après d'anciens hauts-fonctionnaires afghans, la légalité des forces spéciales du NDS « permettait » à la CIA de nier toute éventuelle responsabilité sur des accusations de crimes de guerre et de violations des droits humains<sup>70</sup>. Pourtant, dans les faits selon ces anciens hauts-fonctionnaires et d'autres observateurs, **les forces spéciales du NDS ont été fondées, financées et entraînées par la CIA**<sup>71</sup>.

Nombre d'observateurs estimaient donc que **le lien de ces forces spéciales du NDS avec le service de renseignement afghan était plus « nominal » que « réel »**, d'où les dénominations « *01 strike force* » et « *Kandahar Strike Force* » où le NDS n'est pas mentionné (cf. *infra*)<sup>72</sup>. Par exemple, un officier du département du contre-terrorisme du NDS (département n°241) dans la province de Wardak confiait ne pas savoir si les membres de l'unité 01 « sont des forces spéciales ou des forces opérationnelles ou [des agents de] la CIA » mais « les Américains sont toujours avec eux »<sup>73</sup>.

Au mois de **juillet 2021, le président Ashraf Ghani a fait appel à la CIA pour que l'unité 03 défende la ville de Kandahar face aux talibans, une unité dont les salaires étaient « toujours » versés par la CIA**, d'après des témoignages d'officiels afghans recueillis par le *New York Times*<sup>74</sup>. Selon le média, un officiel étasunien affirmait lui que les unités des forces spéciales du NDS étaient « sous contrôle afghan » et la CIA refusait de commenter les détails du déploiement de ces unités<sup>75</sup>.

## 2.2. Les unités des forces spéciales du NDS : noms et implantations

D'après plusieurs observateurs, internationaux comme afghans, les unités des forces spéciales NDS figuraient **parmi les meilleures troupes afghanes**, leurs membres étaient « mieux formés et mieux équipés que la police afghane et les soldats de l'armée » et constituaient des « unités très efficaces »<sup>76</sup>.

Selon Kate Clark, analyste de longue date de l'AAN (*Afghanistan Analysts Network*), et HRW, au moins quatre unités des forces spéciales du NDS étaient identifiées en 2017<sup>77</sup>, des unités également connues comme les « **Unités Zéros** » (« *Zero Units* »)<sup>78</sup>, à savoir :

- la « **NDS 01** » (ou « 0-1 »), qui opérait dans la région centrale du pays, principalement au sein des **provinces de Kaboul, Wardak, Parwan, Logar**, et possiblement au sein d'autres provinces limitrophes comme celle de **Ghazni**<sup>79</sup>. Elle était également parfois dénommée la « **01 strike force** » (« force de frappe 01 »)<sup>80</sup>. D'après HRW, les premières informations sur la NDS 01 sont apparues en 2017<sup>81</sup>. Il y a par ailleurs un compte sur le réseau social Twitter au nom de cette unité<sup>82</sup>.

---

puisqu'elles évoquaient entre 3 000 et 10 000 hommes armés en 2019 (The New York Times (NYT), 31/12/2018, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#)).

<sup>67</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2019, p. 35-37, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 04/2019, p.16, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p. 65-66, [url](#)

<sup>68</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2019, p. 35-37, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.54 - 58, [url](#)

<sup>69</sup> UNAMA – OHCHR, 04/2019, p. 13-16, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>70</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>71</sup> The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ), 08/02/2019, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.3 et 19-20, [url](#) ; The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>72</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>73</sup> The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>74</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>75</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>76</sup> TOLONews, 05/02/2015, [url](#) ; Salaam Times, AFP, 23/01/2019, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>77</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, [url](#)

<sup>78</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>79</sup> Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19, [url](#) ; Afghanistan Analysts Network (AAN), 31/10/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>80</sup> The Intercept, 30/10/2019, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>81</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19, [url](#)

<sup>82</sup> Twitter, compte au nom de « NDS 01 Unit ملی امنیت 01 قطعہ », @NDS\_Afghanistan, s.d., [url](#)



- la « **NDS 02** » (ou « 0-2 »), qui opérait dans la région est du pays et en particulier dans la province de **Nangarhar**<sup>83</sup>. Le nombre d'agents ou « miliciens » de la NDS 02 était estimé à 1 200 personnes en 2017, également l'année où sont apparues des informations sur cette unité<sup>84</sup>. Cette unité avait pour quartier général l'aéroport de Jalalabad et opérait avec le soutien direct de la CIA<sup>85</sup>.

- la « **NDS 03** » (ou « 0-3 »), qui opérait dans le sud du pays, principalement dans la province de **Kandahar** mais aussi au sein de celles **d'Helmand et Uruzgan**<sup>86</sup>. Cette unité était également dénommée la « **Kandahar Strike Force** » (KSF ; Force de Frappe de Kandahar)<sup>87</sup>. Selon une estimation en fin d'année 2017, la NDS 03 ou KSF était composée d'environ 400 membres et le quartier général de l'unité, « *Camp Gecko* », se trouvait à Kandahar<sup>88</sup>. La chaîne de commandement de l'unité semblait « être un arrangement informel, outrepassant les ministères [afghans] de l'Intérieur et de la Défense, et répondant aux US SOF [Forces des Opérations Spéciales des Etats-Unis] et/ou à la CIA »<sup>89</sup>. Entre février et début mars 2021, le colonel Mohammad Iqbal Mukhlis a remplacé le colonel Chinar à la tête de l'unité 03<sup>90</sup>.

- la « **NDS 04** » (ou « 0-4 »), qui opérait également dans l'est du pays et particulièrement dans les provinces de **Kunar** et de **Nuristan**<sup>91</sup>. Identifiée en avril 2013 lors de raids « désastreux » dans la province de Kunar faisant de nombreuses victimes civiles, cette unité était également composée à elle-seule d'environ 1 200 agents ou « miliciens » selon une estimation datant de cette période<sup>92</sup>. Un porte-parole du gouvernement s'est exprimé publiquement à la suite de ces raids de l'unité 04<sup>93</sup>. Il a déclaré qu'elle était « une unité mandataire de la CIA » et que les membres de l'unité, bien que certains se disent du NDS, « ne sont pas armés par le NDS, ne sont pas payés par le NDS et ne sont pas envoyés en opération par le NDS »<sup>94</sup>. En 2017, elle aurait été réduite à moins de 300 « hommes entraînés par les Forces Spéciales des Etats-Unis », opérant « toujours avec la CIA »<sup>95</sup>.

Après ces raids de l'unité 04, le Conseil National de Sécurité de la République Islamique d'Afghanistan a ordonné « la dissolution de toutes les milices dirigées par les forces internationales »<sup>96</sup>. Néanmoins, les unités des forces spéciales du NDS étaient toujours actives et de nouvelles unités ont été identifiées par l'UNAMA à partir de 2019, à savoir :

- la « **NDS 09** », qui a opéré entre 2019 et 2020 dans la province de **Kunduz** (nord)<sup>97</sup>.

- la « **NDS 906** », qui a opéré entre 2019 et 2020 à **Kandahar** également<sup>98</sup>. Aucun lien n'était toutefois établi avec la NDS 03 ou KSF alors que cette unité continuait également ses opérations à Kandahar<sup>99</sup>.

- la « **NDS 755** », dont l'implantation géographique n'était en revanche pas mentionnée<sup>100</sup>.

- deux « unités inconnues », que l'UNAMA reliait également aux forces spéciales du NDS, ayant opéré dans les provinces de Balkh et Helmand<sup>101</sup>.

<sup>83</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#) ; Afghanistan Analysts Network (AAN), 31/10/2019, [url](#)

<sup>84</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#)

<sup>85</sup> The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ), 08/02/2019, [url](#)

<sup>86</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#)

<sup>87</sup> RUTTIG Thomas, AAN, 17/08/2019, [url](#) ; Afghanistan Analysts Network (AAN), 31/10/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>88</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>89</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>90</sup> Twitter, compte au nom de « Ghani Atif », @Ghani3atif », 29/04/2021, [url](#)

<sup>91</sup> The Guardian, 19/04/2013, [url](#) ; CLARCK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19-20, [url](#)

<sup>92</sup> The Guardian, 19/04/2013, [url](#) ; CLARCK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>93</sup> The Guardian, 19/04/2013, [url](#) ; CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>94</sup> The Guardian, 19/04/2013, [url](#) ; CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>95</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>96</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 26/10/2017, [url](#)

<sup>97</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>98</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>99</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>100</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>101</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

### 3. Opérations et exactions du NDS et des forces spéciales au niveau national

#### 3.1. Opérations sur le territoire national

Le NDS a été **critiqué acerbement à plusieurs reprises pour ses échecs** de collecte de renseignements<sup>102</sup>. Des échecs dus notamment, selon des analystes, au manque de formation de certains agents ou de cohérence entre les diverses formations suivies par les anciens et nouveaux agents ainsi qu'à des recrutements de personnels sous-qualifiés<sup>103</sup>. Il a également été critiqué pour son manque de coordination avec les autres services gouvernementaux tels que les ministères de l'Intérieur et de la Défense (dont le NDS était indépendant)<sup>104</sup>. Malgré différentes réformes, **le NDS était une agence « surdimensionnée », « sur-mandatée » et « surchargée » dans ses missions**<sup>105</sup>.

Néanmoins, le NDS a mené un certain nombre d'opérations avec succès, des arrestations ou/et exécutions, du moins selon ses dires. Le service de renseignement ne manquait pas de se féliciter d'avoir exécuté un chef taliban par exemple mais présentait rarement les preuves de l'affiliation des victimes<sup>106</sup>. Toutefois, plusieurs exemples d'opérations menées avec succès peuvent être abordés :

-Dans les provinces centrales et notamment à Kaboul. Lors de l'été 2011, le NDS affirmait avoir interpellé à deux reprises des **membres du Réseau Haqqani** qui planifiaient plusieurs attentats à Kaboul et ses alentours, notamment à l'aéroport<sup>107</sup>. Plus récemment en janvier 2021, les « forces opérationnelles du NDS » ont arrêté un commandant militaire « clé » des talibans, connu sous le nom de « **Haji Lala** »<sup>108</sup>. Il était le « gouverneur de l'ombre » de Kaboul et avait l'autorité militaire sur la province de la capitale et quatre provinces limitrophes<sup>109</sup>.

-Dans la province occidentale d'Herat, frontalière de l'Iran. En août 2012, le NDS déclarait avoir neutralisé trois insurgés talibans qui planifiaient un attentat à l'encontre d'un membre du Conseil des oulémas provincial, un conseil influent d'érudits religieux<sup>110</sup>. En parallèle, des opérations menées conjointement avec les forces spéciales de l'armée avaient abouti à « l'éradication » d'une base des talibans dans la province et l'exécution d'un commandant taliban « proéminent » du nom de **Faiz Mohammad**<sup>111</sup>.

-Dans la province orientale de Nangarhar, frontalière du Pakistan. En avril 2020, les forces spéciales du NDS, en l'occurrence l'unité 02, **ont arrêté le leader de l'Etat Islamique au Khorasan (ISKP, Islamic State – Khorasan Province), Abdullah Orakzai** ou « **Aslam Farooqi** »<sup>112</sup>.

Cependant, le NDS et les forces spéciales NDS ont commis de nombreuses exactions à l'encontre de la population civile et de présumés criminels détenus dans les locaux du service de renseignement. Le NDS était parfois rattrapé par « son passé sombre », symbolisé par l'ancêtre du service de renseignement sous l'ère soviétique, le KhAD, notamment connu pour des arrestations arbitraires, disparitions forcées et techniques de tortures<sup>113</sup>.

#### 3.2. Exactions commises par le NDS à l'échelle nationale

##### 3.2.1. Un organisme de répression de la société civile dissidente du gouvernement

Selon des officiels afghans, le NDS effectuait des « paiements secrets » à la « société civile » et à des journalistes afghans **en échange de leur soutien**<sup>114</sup>. Par exemple, des centaines voire milliers de

<sup>102</sup> Small Wars Journal (SWJ), 03/01/2018, [url](#) ; Atlantic Council, 22/03/2021, [url](#)

<sup>103</sup> Small Wars Journal (SWJ), 03/01/2018, [url](#) ; Atlantic Council, 22/03/2021, [url](#)

<sup>104</sup> FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#) ; Small Wars Journal (SWJ), 03/01/2018, [url](#)

<sup>105</sup> Atlantic Council, 22/03/2021, [url](#)

<sup>106</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, [url](#)

<sup>107</sup> FDD's Long War Journal, 31/07/2011, [url](#)

<sup>108</sup> Kabul Now, 31/01/2021, [url](#)

<sup>109</sup> Kabul Now, 31/01/2021, [url](#)

<sup>110</sup> TOLONews, 15/08/2012, [url](#)

<sup>111</sup> TOLONews, 15/08/2012, [url](#)

<sup>112</sup> Voice of America (VOA), 04/04/2020, [url](#)

<sup>113</sup> Atlantic Council, 22/03/2021, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>114</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

« faux-comptes » sur les réseaux sociaux, connus en dari comme « *Facebookchalawonky* », promouvaient les actions du gouvernement et le défendaient face aux critiques<sup>115</sup>.

Le NDS avait la réputation d'être un organe de répression à l'encontre des personnes critiquant le gouvernement et leurs opérations<sup>116</sup>. Des journalistes, des analystes politiques et des activistes de la société civile ont été victimes d'une **politique répressive menée par le NDS pour « diffuser la peur et la terreur »** au profit du gouvernement, selon Emran Feroz<sup>117</sup> dans le média *Foreign Policy*<sup>118</sup>. Cette politique (ou campagne) répressive était notamment orchestrée par des officiers du NDS qui étaient d'anciens communistes du KhAD et reprenaient les pratiques et tactiques « brutales » utilisées sous l'ancien régime. Ils s'appuyaient également sur l'aide, l'approbation et les pratiques de la CIA<sup>119</sup>.

Ce type d'analyse était notamment partagé par un écrivain et analyste politique de longue date, **Waheed Mozdah** (ou Muzdah), **connu pour ses critiques et assassiné « mystérieusement » le 20 novembre 2019 à Kaboul**<sup>120</sup>. De nombreuses personnes ont imputé l'exécution de Waheed Mozdah aux forces pro-gouvernementales. Le ou les coupables n'ont pas été retrouvés et les talibans ont qualifié cet assassinat d'opération du renseignement, sous-entendant que le NDS était derrière<sup>121</sup>.

En 2021, **Hedayatullah Takeen**, un professeur d'université qui faisait partie du « cercle » de Waheed Mozdah, et un de ses amis **Abdul Ghafar Kamyab** ont été victimes d'exactions commises par des « agents du renseignement »<sup>122</sup>. Le premier a été arrêté à son domicile puis détenu pendant sept nuits, durant lesquelles il a été **battu à de multiples reprises** puis forcé de signer un document dans lequel il s'engageait à ne plus s'exprimer dans les médias<sup>123</sup>. Le second a été victime d'une disparition forcée pendant plus de 40 jours après avoir été enlevé à Kaboul, il confiait au *New York Times* **avoir été « sévèrement torturé »**<sup>124</sup>. D'après un ancien conseiller à la sécurité nationale qui avait assisté à des discussions portant sur un groupe de professeurs et avocats proches de Waheed Mozdah, certains officiels afghans considéraient ce groupe comme des « sympathisants des talibans qui devraient être arrêtés » et torturés<sup>125</sup>.

Quelques semaines avant l'assassinat de Waheed Mozdah, d'autres personnes connues pour leurs positions critiques ont été victimes de tentatives d'assassinat. **Nazar Mohammad Motmaeen**, un analyste politique indépendant qui apparaissait régulièrement à la télévision, critiquait l'occupation militaire des Etats-Unis dans le pays et soutenait un accord de paix avec les talibans, a été attaqué par un homme armé en plein cœur de Kaboul<sup>126</sup>. Il a confié au média *Foreign Policy* être persuadé que cet homme armé appartenait au NDS car le service de renseignement voulait le réduire au silence en raison de sa dissidence politique<sup>127</sup>. Un autre analyste politique qui lui critiquait le gouvernement afghan, **Mohammad Hassan Haqyar**, a été attaqué et blessé par un homme armé inconnu (le média ne précise pas où)<sup>128</sup>. Après la mort de Waheed Mozdah fin novembre 2019, ces deux analystes ont fui l'Afghanistan par crainte pour leur sécurité<sup>129</sup>.

De nombreux observateurs ont attribué ces « attaques en chaîne » de la fin d'année 2019 aux forces pro-gouvernementales et particulièrement au NDS, des attaques dont le gouvernement était à l'origine ou qu'il laissait se produire selon certains<sup>130</sup>.

Dans un communiqué de juillet 2020, l'ONG *Reporters Sans Frontières* (RSF) dénonçait plusieurs arrestations arbitraires de journalistes par le NDS, dont celle de **Mahboboalah Hakimi**, journaliste de la radio *Bayan* (Parole)<sup>131</sup>. Il a été interpellé par des agents du NDS à son domicile de Qalat, capitale

---

<sup>115</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>116</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; Atlantic Council, 22/03/2021, [url](#)

<sup>117</sup> NDLR : Emran Feroz est un journaliste professionnel qui est à la fois un critique notoire des talibans comme des anciens gouvernements de la République. Il est de plus le neveu de Waheed Mozdah, dont l'assassinat est évoqué dans l'article.

<sup>118</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>119</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>120</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>121</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>122</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>123</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>124</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>125</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>126</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>127</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>128</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>129</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>130</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>131</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

de la province de Zabul (sud-est), pour avoir qualifié le Président Ghani de « mécréant » sur son réseau social Facebook, ce qu'il avait pourtant démenti avant l'interpellation en expliquant s'être fait piraté<sup>132</sup>. Selon ses dires à sa sortie sept jours après avoir été interpellé, **il a été torturé** afin qu'il reconnaisse publiquement « sa faute » et présente ses excuses au Président dans une vidéo enregistrée par le NDS<sup>133</sup>.

L'ONG dénonçait également l'arrestation arbitraire d'un journaliste dans la province de Khost (sud-est) par les agents provinciaux du NDS à la même période, **Farough jan Mangol**, correspondant local de l'agence de presse *Reuters*<sup>134</sup>. Les agents du NDS ont perquisitionné sans mandat le domicile de Farough jan Mangol avant qu'il ne soit transféré au siège de l'entité provinciale du NDS de Khost puis libéré après deux heures d'interrogatoire, sous prétexte d'une « erreur » du NDS<sup>135</sup>.

Dans ce communiqué, **RSF demandait au gouvernement afghan de « respecter la loi sur la presse »** qu'il s'est engagé à appliquer<sup>136</sup>. Selon cette loi, les suspicions et plaintes émises contre les médias et journalistes doivent être traitées par la commission de vérification des délits des médias, et non pas par le NDS entre autres, avant d'être éventuellement transmises à la Justice<sup>137</sup>. L'ONG s'appuyait également sur **la pression et le harcèlement subi par l'agence de presse Pajhwok**, à la suite d'une enquête publiée sur un présumé vol de matériel médical fin juin 2020, une pression exercée notamment par le vice-président en personne, Amrullah Saleh, par ailleurs lui-même ancien directeur du NDS (de 2004 à 2010)<sup>138</sup>.

Enfin au début du mois de mai 2021, le directeur du NDS, Ahmad Zia Siraj, durant un discours privé dans l'enceinte du Parlement, **accusait des politiciens, experts et en particulier des médias de faire « de la propagande en faveur des talibans »**<sup>139</sup>. Il ajoutait que les médias afghans « devraient être conscients de la guerre psychologique des ennemis », sous-entendu des talibans, et que les entités et individus tenus pour responsables seraient **traités comme des terroristes**<sup>140</sup>. Le directeur de l'ONG afghane *NAI*<sup>141</sup>, Mujib Khilwatgar, déclarait que le directeur du NDS devait « clarifier » les médias auxquels il faisait référence car « une accusation générale contre tous les médias est contre la loi »<sup>142</sup>. Dans un communiqué, le NDS affirmait que les remarques et propos privés d'Ahmad Zia Siraj avaient été détournés et mal interprétés<sup>143</sup>.

### 3.2.2. Des exactions commises par le NDS contre des civils lors d'opérations armées

Les officiers et agents du NDS se sont rendus coupables d'exactions contre des civils à diverses reprises, notamment lors d'affrontements armés au sol (« *ground engagements* ») ou au cours d'opérations de recherches, également connues comme les « raids nocturnes ».

**En 2020, au moins 47 victimes civiles, dont 27 décès, étaient imputables au NDS et aux forces spéciales du NDS confondues** (les unités des forces spéciales du NDS n'étant pas différenciées de celles du NDS en 2020 par l'UNAMA) au cours d'opérations de recherches et affrontements armés, entre autres<sup>144</sup>. Toutefois, les années précédentes, la grande majorité des victimes civiles étaient imputables aux forces spéciales du NDS, principalement dans le cadre d'opérations de recherches (cf. *infra*).

<sup>132</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>133</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>134</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>135</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>136</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>137</sup> Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>138</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; Reporters Sans Frontières (RSF), 09/07/2020, [url](#)

<sup>139</sup> Ariana News, 05/05/2021, [url](#)

<sup>140</sup> Ariana News, 05/05/2021, [url](#)

<sup>141</sup> NDLR : Créée en 2005, cette ONG milite pour la liberté d'expression et des médias en Afghanistan. (NAI, s.d., [url](#))

<sup>142</sup> Ariana News, 05/05/2021, [url](#)

<sup>143</sup> Ariana News, 05/05/2021, [url](#)

<sup>144</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.64, [url](#)

### 3.2.3. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS

**La torture « a longtemps été commune dans les prisons de la république »** afghane et notamment dans les centres de détention du NDS « qui était conseillé par la CIA et [le renseignement] britannique », ce que ces agences ont toujours nié<sup>145</sup>.

Depuis 2009, l'UNAMA a mené des interviews auprès des personnes détenues (pour des infractions liées à la sécurité ou/et au terrorisme) dans les centres de détention à travers le pays et elle établissait des statistiques sur celles qui alléguaient « **des récits crédibles et fiables d'expérience de la torture et de traitements dégradants** »<sup>146</sup>. Les enquêtes de l'UNAMA sur l'usage de la torture dans les centres de détention du pays étaient ensuite compilées au sein de rapports sur l'usage de la torture dont les périodes d'études s'étalaient généralement sur deux années entières. La dernière période d'étude du dernier rapport a été réduite du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 mars 2020 à cause de l'interruption des visites de l'UNAMA dans les centres de détention du fait de la pandémie.

Concernant les actes de torture et de maltraitance relevés au sein des centres de détention du NDS, les suivants étaient recensés entre 2015 et 2016 par exemple : des coups violents, des chocs électriques, la suspension prolongée par les bras, des agressions sexuelles ainsi que l'étouffement<sup>147</sup>. Quasiment tous les actes de torture et les mauvais traitements infligés aux détenus avaient pour objectif « d'obtenir des aveux »<sup>148</sup>. Ce type d'actes de torture et de maltraitance étaient également évoqués dans le dernier rapport de l'UNAMA ainsi que d'autres actes tels que des menaces à l'encontre des proches féminines des détenus et des menaces de longues sentences de prison<sup>149</sup>. La torture par l'eau était également pratiquée par des agents du NDS au cours des périodes d'étude précédentes<sup>150</sup>.

Par ailleurs, en 2020, l'UNAMA et la Commission indépendante des droits de l'Homme en Afghanistan (AIHRC, *Afghan Independent Human Rights Commission*), qui menait également des enquêtes sur la pratique de la torture en détention dans le pays, faisaient part de difficultés persistantes rencontrées pour mener leurs enquêtes sur les centres de détention du NDS<sup>151</sup>. En effet, **dès lors que ces organismes n'annonçaient pas leurs visites à des officiels du NDS, ils « accédaient difficilement » aux centres de détention** du service de renseignement, les agents du NDS exigeaient par exemple de l'AIHRC qu'elle envoie une demande d'accès un à deux jours à l'avance<sup>152</sup>. De plus, l'AIHRC comme l'UNAMA avaient toujours l'interdiction d'emporter avec eux des appareils électroniques tels que les téléphones mobiles, les caméras ou encore les dictaphones lors de leurs visites et entretiens avec des détenus<sup>153</sup>.

Malgré ces difficultés, il peut être constaté que **le nombre d'interviews des personnes majeures** privées de leur liberté dans les centres de détention du NDS par l'UNAMA **a évolué de manière croissante au fil de la décennie précédente**. Entre octobre 2010 et octobre 2011, première période d'enquête de l'UNAMA, 273 détenus du NDS avaient été interviewés ; en 2015 et 2016, 369 ; et en 2017 et 2018, 510<sup>154</sup>. Enfin, du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 mars 2020, 656 personnes majeures ayant été détenues dans les centres de détention de toutes les forces gouvernementales confondues ont été interviewées au total par l'UNAMA<sup>155</sup>. Parmi elles, de nombreuses personnes ont été privées de liberté dans plusieurs centres de détention différents, parfois administrés par des forces gouvernementales différentes ou par des unités différentes d'un même organisme tel que le NDS<sup>156</sup>. Avec les interviews recueillies (l'UNAMA comptabilisait les détenus différemment, évoquant des « cas de détention », de ses rapports précédents) durant cette période, 725 cas de détention du NDS ont été identifiés sur près de 1 500 cas de détention au total, concernant 656 personnes<sup>157</sup>.

<sup>145</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>146</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.8-9, [url](#) ; NDLR : pour plus de détails sur les notions de crédibilité et fiabilité adoptées par l'UNAMA, voir à la page 9.

<sup>147</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24, [url](#)

<sup>148</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24, [url](#)

<sup>149</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>150</sup> The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>151</sup> Etats-Unis, USDOS, 10/2021, p.7, [url](#)

<sup>152</sup> Etats-Unis, USDOS, 10/2021, p.7, [url](#)

<sup>153</sup> Etats-Unis, USDOS, 10/2021, p.7, [url](#)

<sup>154</sup> UNAMA, 10/2011, p.2, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.13, [url](#)

<sup>155</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.6-7 et 14, [url](#)

<sup>156</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.6-7 et 14, [url](#)

<sup>157</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.6-7 et 14, [url](#)

Au contraire, **le nombre de personnes majeures privées de liberté qui ont affirmé, de manière fiable et crédible selon l'UNAMA, avoir été victimes de tortures et de traitements dégradants au cours de leur détention dans un centre du NDS, a lui diminué au fil de la décennie précédente.** En effet, le pourcentage de détenus du NDS victimes de telles exactions s'élevait à **46%** entre octobre 2010 et octobre 2011, soit 125 détenus ; à **29%** de janvier 2015 à décembre 2016 (106 détenus) ; puis à **25%** de janvier 2017 à décembre 2018 (128 détenus)<sup>158</sup>. Enfin, du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 mars 2020, 116 cas de détention dans les centres du NDS ont été marqués par des actes de torture et des mauvais traitements, **soit 16% des cas de détention**<sup>159</sup>.

L'UNAMA « apprécie le déclin continu [...] des allégations de torture et de mauvais traitement dans les centres de détention du NDS »<sup>160</sup>. Kate Clark résumait les statistiques récentes de l'UNAMA en déclarant que les tendances des dernières années étaient « plus encourageantes avec **une réduction marquée de l'usage de la torture manifeste, spécialement par le NDS** », par comparaison à d'autres forces gouvernementales<sup>161</sup>. Elle nuancait toutefois ce propos en précisant que « comme toujours », l'usage de la torture était concentré au sein de centres de détention particuliers, « familiers des rapports précédents »<sup>162</sup>. Elle distinguait ainsi **les centres de détention de Kandahar** (toutes forces gouvernementales confondues) **et la direction** (ou département) **n°241 du NDS** ainsi que les forces spéciales du NDS (cf. *infra*) et la *Khost Protection Force*<sup>163</sup>. Pour des exemples régionaux plus précis et une évocation des provinces les plus sujettes aux exactions du NDS sur des détenus, voir *infra*, 4.

L'UNAMA ainsi que Kate Clark dressaient en revanche **un constat plus alarmant à propos de l'usage de la torture sur les mineurs, âgés de 10 à 18 ans, détenus par le NDS** entre janvier 2019 et mars 2020, également pour des infractions liées à la sécurité ou/et au terrorisme. D'une part, les mineurs âgés de moins de 12 ans n'étaient pas soumis à la responsabilité criminelle et ne devaient donc pas être détenus selon le Code des Mineurs (*Juvenile Code*) afghan de 2005<sup>164</sup>. D'autre part, selon l'article 20 de ce même Code et la Loi sur la Direction des Centres de Privation de la Liberté (*Law on Management of Deprivation of Liberty Centres*) de 2020, les mineurs ayant commis des infractions devaient être détenus dans les Centres de Réhabilitation des Mineurs (JRC, *Juvenile Rehabilitation Centres*)<sup>165</sup>. Pourtant, les mineurs interviewés par l'UNAMA entre janvier 2019 et mars 2020, au nombre de 85 dont 82 garçons et 3 filles, ont été privés de liberté dans de multiples centres de détention administrés par diverses forces gouvernementales<sup>166</sup>. En effet, l'UNAMA a identifié un total de 241 cas de détention pour ces 85 mineurs, dont « seulement » 53 cas de détention dans les JRC contre 94 dans les locaux du NDS<sup>167</sup>. **Sur ces 94 cas de détention de mineurs par le NDS, 23 ont été marqués par des actes de torture et des mauvais traitements au cours de leur détention dans un centre du NDS, soit près d'un quart des cas de détention**<sup>168</sup>.

Selon le département d'Etat américain, environ 125 mineurs ont été détenus par le NDS sur l'ensemble de l'année 2020, parmi lesquels « tous les enfants-soldats de groupes miliciens sont initialement placés dans un centre de détention du NDS et sont parfois transférés dans un JRC »<sup>169</sup>.

Contrairement aux cas de détention des personnes majeures, l'UNAMA ne différenciait pas les entités provinciales du NDS responsables d'actes de torture et de mauvais traitements sur des mineurs détenus<sup>170</sup>. Pour les cas de détention des personnes majeures sur la période portant de janvier 2019 à mars 2020, des cas de détention ont été identifiés par l'UNAMA au sein des locaux de 27 des 34 entités provinciales<sup>171</sup>. Parmi elles, **des agents de 23 entités provinciales du NDS ont été responsables d'actes de tortures et de mauvais traitements** selon les récits jugés fiables et crédibles de détenus interrogés par l'UNAMA<sup>172</sup>. Au cours de la période portant sur les **années 2017 et 2018, des agents de 29 entités provinciales du NDS** avaient été soupçonnés d'être responsables d'actes de torture et

<sup>158</sup> UNAMA, 10/2011, p.2, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 04/2019, p.13, [url](#)

<sup>159</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17, [url](#)

<sup>160</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17, [url](#)

<sup>161</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>162</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>163</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>164</sup> UNAMA – OHCHR, 04/2019, p.25, [url](#)

<sup>165</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.20-21, [url](#)

<sup>166</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.20-21, [url](#)

<sup>167</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.20-21, [url](#)

<sup>168</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.20-21, [url](#)

<sup>169</sup> Etats-Unis, USDOS, 09/2021, [url](#)

<sup>170</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.20-21, [url](#)

<sup>171</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.45 - 58, [url](#)

<sup>172</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.45 - 58, [url](#)

de mauvais traitements<sup>173</sup>. Toutefois, les proportions des cas de tortures au cours des détentions étaient très variables d'une province à l'autre (*infra*, 4.).

Par ailleurs, l'UNAMA « appréc[ait] » le processus de suivi des pratiques de détention dans les locaux du NDS mené par les officiers des Droits de l'Homme de la direction n°13 et valorisait le « rôle significatif » de ces derniers<sup>174</sup>. Parmi les 725 cas de détention dans les divers locaux du NDS recensés par l'UNAMA entre janvier 2019 et mars 2020, 216 cas de détention, soit **près de 30%, ont fait l'objet d'une visite d'officiers des Droits de l'Homme du NDS**<sup>175</sup>. Parmi ces 216 cas de détention, les détenus ont déposé une plainte, pour des actes de torture et de mauvais traitements subis, auprès d'un de ces officiers pour 13 cas de détention<sup>176</sup>.

Néanmoins, **aucune de ces 13 plaintes n'a abouti ne serait-ce qu'à une réponse de la part des autorités et du NDS**<sup>177</sup>. Précédemment en 2017 et 2018 selon l'UNAMA, plus de 180 détenus du NDS avaient témoigné avoir été victimes d'exactions auprès des agents de la direction n°13 mais seuls 13 cas avaient été reconnus par le NDS et les sanctions encourues semblaient minimales<sup>178</sup>. Ainsi, l'indépendance et l'absence de conflit d'intérêt, notamment du fait que les agents de cette direction traitaient directement avec la direction nationale du NDS, étaient remises en question. Nuançant ses valorisations précédentes, la mission des Nations Unies incitait, en février 2021, les officiers des Droits de l'Homme du NDS à soumettre une réponse aux détenus leur ayant adressé une plainte<sup>179</sup>.

### 3.3. Exactions commises par les unités des forces spéciales du NDS

#### 3.3.1. Exactions lors des opérations menées par les forces spéciales du NDS

Les unités des forces spéciales du NDS étaient les unités commettant le plus grand nombre d'exactions au nom du NDS, particulièrement au cours des « opérations de recherches », autrement connues et dénommées les « **raids nocturnes** »<sup>180</sup>. Ces unités « paramilitaires » se sont notamment rendues coupables à plusieurs reprises « **d'exécutions sommaires** » de civils<sup>181</sup>. Ainsi, certains observateurs les qualifiaient « d'escadrons de la mort afghans de la CIA » (« *CIA's death squads* »)<sup>182</sup>.

L'année **2018** était celle où les forces spéciales du NDS ont commis le plus d'exactions au cours de ces opérations de recherches depuis 2009 et le début des enquêtes annuelles de l'UNAMA. A elles seules, elles étaient responsables de **plus de 240 victimes civiles, dont plus de 200 civils qui ont perdu la vie** au cours de ces opérations de recherches ou raids nocturnes (uniquement)<sup>183</sup>.

Au cours de l'année 2018 et de l'année 2019, les unités des forces spéciales NDS ont été responsables de **plus de la moitié des victimes civiles au cours de toutes les opérations de recherches menées dans le pays par l'ensemble des forces pro-gouvernementales** (incluant les forces gouvernementales et les groupes armés pro-gouvernementaux tels que la KPF)<sup>184</sup>.

Sur l'ensemble de l'année 2019, toutes opérations et affrontements armés confondus, les unités 01, 02 et 03 des forces spéciales du NDS ont été **responsables de 247 victimes civiles dont 191 décès**<sup>185</sup>. Parmi ces 247 victimes civiles, **190** l'ont été au cours des opérations de recherches ou raids nocturnes<sup>186</sup>. Pour des exemples régionaux plus précis et une évocation des provinces les plus sujettes aux exactions des forces spéciales du NDS, voir *infra*, 4.

<sup>173</sup> UNAMA – OHCHR, 04/2019, p.15, [url](#)

<sup>174</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>175</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>176</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>177</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>178</sup> Voir plus sur : DIDR, « Afghanistan : Exactions du NDS contre des détenus à Kunduz et Kaboul de 2015 à 2017 », Ofpra, 22/12/2021.

<sup>179</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.35, [url](#)

<sup>180</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>181</sup> The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ), 08/02/2019, [url](#) ; Watson Institute – Brown University, 21/08/2019, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.19, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.66, [url](#)

<sup>182</sup> The Intercept, 18/12/2020, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.3, [url](#) ; The New York Times (NYT), 10/12/2021, [url](#)

<sup>183</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2019, p.41, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.117, [url](#)

<sup>184</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2019, p.41, [url](#) ; UNAMA, 17/10/2019, p.10-11, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>185</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.114, [url](#)

<sup>186</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.64, [url](#)

L'année 2020 a été marquée par une réduction importante des opérations de recherches et des victimes civiles imputables au NDS et aux forces spéciales du NDS<sup>187</sup>. Bien que ces opérations « ont presque cessé » après, cette réduction était avant tout imputable à l'accord signé entre les talibans et le gouvernement des Etats-Unis en février 2020<sup>188</sup>.

En **2020**, le NDS et les forces spéciales du NDS (confondues, les unités des forces spéciales du NDS ne sont pas différenciées des unités et départements du NDS) ont été imputées responsables de **47 victimes civiles, dont 27 décès**<sup>189</sup>.

D'après HRW et le média *Foreign Policy*, le recensement des victimes civiles causées par les « forces afghanes entraînées et fondées par la CIA », soit les unités des forces spéciales du NDS et les groupes armés pro-gouvernementaux, démontrait que **ces unités ont « peu de considération » pour les vies civiles**<sup>190</sup>. Selon d'autres observateurs en février 2019, « la majorité de ces unités » avaient une interprétation « questionnable » des Droits de l'Homme et disposaient, s'ils le sollicitaient, d'un appui aérien considérable et « dévastateur » des forces militaires internationales, étasuniennes en premier lieu<sup>191</sup>. En effet, de nombreux civils afghans ont été blessés et tués par des frappes aériennes lancées par les forces étasuniennes ainsi que l'armée de l'air afghane à partir de 2019, des frappes aériennes « en soutien » des opérations de recherches menées au sol par les forces spéciales NDS (et groupes armés pro-gouvernementaux)<sup>192</sup>.

Dans son rapport sur la protection des civils afghans de l'année 2019, l'UNAMA alertait sur le fait que **les forces spéciales du NDS semblaient agir en toute impunité**<sup>193</sup>. Une analyse de nouveau affirmée et confirmée par HRW et d'autres observateurs<sup>194</sup>. De plus, le caractère secret des opérations de recherches menées par ces unités, hors de contrôle de la « chaîne gouvernementale de commandement normal », était à l'origine d'un manque de transparence et d'informations transmises aux proches des victimes, nourrissant ainsi un sentiment anti-gouvernemental<sup>195</sup>.

### 3.3.2. L'usage de la torture par les forces spéciales du NDS

Premièrement, selon des informations d'officiels faisant eux-mêmes parties du NDS transmises à l'UNAMA, aucune des unités des forces spéciales du NDS ne disposaient de leurs propres centres de détention<sup>196</sup>. Pourtant, de nombreuses personnes interviewées par les Nations Unies affirmaient avoir été détenues uniquement ou initialement (après avoir été arrêtées et avant d'être transférées) par les forces spéciales du NDS<sup>197</sup>. Selon Kate Clark en février 2021, **les locaux de détention des forces spéciales du NDS étaient des « clusters » de l'usage de la torture, ils étaient « familiers »** des rapports des Nations Unies<sup>198</sup>.

Le nombre de cas de détention recensés par l'UNAMA via les interviews était certes nettement plus faible puisqu'il atteignait 45 cas de détentions entre 2017 et 2018, et 33 cas de détention entre janvier 2019 et mars 2020<sup>199</sup>. Néanmoins, par comparaison à des centres de détention provinciaux ou spécifiques (des départements 241 et 501) du NDS présentant un nombre de cas de détention similaire, la proportion des cas de tortures et de maltraitances était nettement plus élevée dans les locaux de détention des forces spéciales NDS. En effet, en **2017 et 2018, cette proportion s'élevait à 37,7 %** dans les seuls locaux de détention de la NDS 03 ou *Kandahar Strike Force* tandis qu'entre **janvier 2019 et mars 2020, elle s'élevait à près de 55%** toutes unités des forces spéciales du NDS confondues<sup>200</sup>.

<sup>187</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.61-63, [url](#)

<sup>188</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.63-64, [url](#)

<sup>189</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.64, [url](#)

<sup>190</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, p.3 et p.44-45, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>191</sup> The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ), 08/02/2019, [url](#)

<sup>192</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.59-62, [url](#)

<sup>193</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.65, [url](#)

<sup>194</sup> Human Rights Watch (HRW), 10/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>195</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.65, [url](#)

<sup>196</sup> UNAMA – OHCHR, 04/2019, p.15-16, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>197</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>198</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>199</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>200</sup> UNAMA – OHCHR, 04/2019, p.15-16, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)



## 4. Les exactions du NDS et des forces spéciales aux échelles provinciales

### 4.1. Provinces centrales

#### 4.1.1. Les exactions de l'unité 01 des forces spéciales du NDS

Le 21 janvier 2019, les talibans ont revendiqué un attentat suicide au cœur d'une base d'entraînement du NDS située dans la province du Wardak, précisément dans la capitale provinciale Maidan Shahr, dans laquelle les insurgés se sont introduits habillés d'uniformes du NDS à bord d'un Humvee (véhicule militaire typique de l'*US Army*)<sup>201</sup>. Les premiers bilans faisaient état d'une trentaine d'officiers du NDS décédés momentanément et de dizaines de blessés puis des sources évoquaient **entre 36 et 65 « personnes » ou « personnels du NDS » ou « personnels de sécurité » décédés**<sup>202</sup>. Seul le média *Pajhwok* déclarait que les 36 personnes décédées lors de cet attentat étaient des *uprising fighters* (combattants de soulèvement populaire, milices locales<sup>203</sup>) entraînés, financés et armés par le NDS<sup>204</sup>. Aucune source consultée n'affirme que parmi les victimes, il y ait eu des membres de l'unité 01 des forces spéciales du NDS mais le chef du conseil provincial de Wardak évoquait « une grande perte » car « les forces NDS sont mieux entraînées que la Police afghane et les soldats de l'Armée »<sup>205</sup>. Il y a donc, au vu des informations divergentes, une certaine incertitude quant aux rattachements professionnels des victimes.

Deux jours plus tard, le 23 janvier, le NDS annonçait officiellement qu'au cours d'une opération dans la même province, le commandant taliban Noman, « cerveau de l'attentat », et sept autres insurgés avaient été tués à la suite d'une frappe aérienne<sup>206</sup>. Les talibans ont démenti cette information. D'après des témoignages recueillis par le média *TOLOnews*, **plusieurs agents du NDS « survivants » de l'attentat promettaient une « vengeance »**, et ce après que le commandant Noman avait été tué<sup>207</sup>.

Aucune corrélation n'est à tirer entre ces promesses de vengeance et les exactions mais l'année 2019 est marquée par de nombreuses exactions de l'unité 01 des forces spéciales du NDS active dans « la région centrale », principalement au cours d'opérations de recherches ou raids nocturnes. En effet, en 2019, cette unité a été imputée responsable de **71 victimes civiles dont 58 décès**<sup>208</sup>.

L'UNAMA ne détaillait pas les victimes civiles par province mais **la province de Wardak a été fortement touchée** au cours du premier semestre 2019<sup>209</sup>. Deux des raids nocturnes présumés de la 01 en mars et juillet dans la province de Wardak ont eu pour cible deux « cliniques » d'une ONG suédoise, le Comité Suédois pour l'Afghanistan (*Swedish Committee for Afghanistan*)<sup>210</sup>. Deux travailleurs médicaux employés par l'ONG ont perdu la vie et un a été victime d'une disparition forcée avant d'être relâché<sup>211</sup>. Cette ONG dénonçait le 11 juillet une « violation choquante » du droit humanitaire international<sup>212</sup>.

Au début du mois de **janvier 2020**, des membres de l'unité 01 ont mené un raid nocturne en plein cœur de Kaboul **au cours duquel ils ont exécuté cinq personnes, dont Amer Abdul Sattar** considéré comme la cible principale de l'unité, et son fils<sup>213</sup>. Amer Abdul Sattar était un commandant « antisoviétique » mais aussi une figure politique connue, proche du vice-président Amrullah Saleh et soutien du Président Ashraf Ghani<sup>214</sup>. Ces derniers se sont rendus aux funérailles et ont promis aux

---

<sup>201</sup> TOLOnews, 21/01/2019, [url](#) ; Khaama Press, 23/01/2019, [url](#) ; Pajhwok, 23/01/2019, [url](#)

<sup>202</sup> Khaama Press, 23/01/2019, [url](#) ; Salaam Times, AFP, 23/01/2019, [url](#) ; TOLOnews, 26/01/2019, [url](#)

<sup>203</sup> Pour plus d'informations sur le sujet des uprising groups et uprising fighters, voir : DIDR, « Afghanistan : La milice du soulèvement populaire du district de Nazyan », Ofpra, 02/06/2021, [url](#)

<sup>204</sup> Pajhwok, 23/01/2019, [url](#)

<sup>205</sup> Salaam Times, AFP, 23/01/2019, [url](#)

<sup>206</sup> Khaama Press, 23/01/2019, [url](#) ; Salaam Times, AFP, 23/01/2019, [url](#) ; Pajhwok, 23/01/2019, [url](#)

<sup>207</sup> TOLOnews, 26/01/2019, [url](#)

<sup>208</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.114, [url](#)

<sup>209</sup> The Intercept, 18/12/2020, [url](#)

<sup>210</sup> The Intercept, 30/10/2019, [url](#) ; Human Rights Watch, 10/2019, p.39, [url](#)

<sup>211</sup> The Intercept, 30/10/2019, [url](#)

<sup>212</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.39, [url](#)

<sup>213</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>214</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

familles qu'une enquête approfondie serait menée<sup>215</sup>. Des observateurs ont ainsi noté que ce raid avait pu être une « erreur » mais qu'il était également « révélateur » du niveau de confiance des forces spéciales sur leur impunité, y compris au sein de la capitale où l'unité 01 était parfois « même » remarquée en plein jour alors qu'ils opéraient habituellement la nuit<sup>216</sup>.

#### 4.1.2. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS des provinces centrales

L'unité 01 des forces spéciales du NDS et le groupe armé pro-gouvernemental *Khost Protection Force* (KPF) ont été désignés comme responsables de **4 cas de détentions de mineurs entre janvier 2019 et mars 2020, dont l'un d'entre eux a été marqué par des actes de torture ou/et des mauvais traitements** (l'UNAMA ne différencie pas dans ce cas l'unité 01 de la KPF)<sup>217</sup>.

Les centres de détention du NDS dans les provinces centrales ont été ciblés par les observateurs internationaux à propos des pratiques de torture, dont en particulier ceux du département du contre-terrorisme, le département 241. En 2011, lorsque l'UNAMA a publié son premier rapport sur la pratique de la torture en Afghanistan, elle dénonçait avoir trouvé des preuves indiquant que **la torture était « systématique » dans le centre de détention du département 241** (qui était le département 124 à cette période) **de Kaboul**<sup>218</sup>. Dans son rapport sur les années 2015 et 2016, elle indiquait que l'usage de la torture et des traitements dégradants était « réguliers » et « à la limite du systématique » dans ce même centre de détention à Kaboul<sup>219</sup>. En février 2021, Kate Clark considérait, sur le long terme, les deux centres de détention du département 241 de Kaboul et Bagram (province de Parwan) comme des « clusters » et des lieux « familiers » de l'usage de la torture<sup>220</sup>. Toutefois, seul le centre de détention du département 241 de Kaboul était réellement marqué par l'usage de la torture entre janvier 2019 et mars 2020, puisque **des actes de torture et des mauvais traitements avaient été signalés dans un peu plus de 20% des cas de détention de personnes majeures recensés par l'UNAMA**<sup>221</sup>.

Le département des enquêtes, le numéro 501, qui disposait également de deux centres de détention à Kaboul et Bagram, n'était lui en revanche que **très peu dénoncé** pour des actes de torture et traitements dégradants, et ce depuis 2011. En effet, l'UNAMA identifiait par exemple sur deux périodes, entre 2015 et 2016 comme entre janvier 2019 et mars 2020, 1 cas de torture et de traitement dégradant parmi, respectivement, 67 et 63 détentions recensées<sup>222</sup>.

Bien que l'UNAMA ne distinguait pas géographiquement les cas de détention de mineurs dans son dernier rapport, **les quatre centres de détention des directions 241 et 501, à Kaboul et Bagram, étaient ciblés parmi les 94 cas de détention de mineurs** par le NDS sur cette période<sup>223</sup>.

Dans les entités provinciales du NDS de Kaboul et Parwan (soit avec les départements 241 et 501 exclus), **2 cas de détention**, parmi respectivement 20 et 13 détentions recensées par l'UNAMA sur la dernière période d'étude, ont été marqués par des actes de torture et/ou des mauvais traitements<sup>224</sup>. La proportion de détenus victimes de tortures et de traitements dégradants dans les centres de détention du NDS de la province de Kaboul s'élevait donc à 10%, **une proportion divisée par 4** par rapport à la période d'étude précédente portant sur les années 2017 et 2018 qui dépassait les 40%<sup>225</sup>.

**Un détenu sur sept** a également souffert de ce type d'actes commis par des agents du NDS de la province de **Kapisa** au cours de la dernière période d'étude<sup>226</sup>. En **2011**, le centre de détention du NDS de cette province était ciblé par l'UNAMA pour être un lieu de « multiples » **actes de torture**<sup>227</sup>.

<sup>215</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>216</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>217</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>218</sup> UNAMA – OHCHR, 10/2011, p.3 et 16, [url](#) ; FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#)

<sup>219</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24 et 28, [url](#)

<sup>220</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>221</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>222</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>223</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.21, [url](#)

<sup>224</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>225</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.13, [url](#)

<sup>226</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.45, [url](#)

<sup>227</sup> UNAMA – OHCHR, 10/2011, p.16, [url](#)

Au contraire, entre janvier 2019 et mars 2020, **aucun** acte de torture et de mauvais traitements n'a été recensé dans les centres de détention du NDS des **provinces de Logar et Wardak ni dans celles du Panjshir, de Bamyan et Daykundi** (aucun cas de détention recensé pour ces trois dernières provinces)<sup>228</sup>.

## 4.2. Provinces de l'Ouest

Concernant les exactions sur les détenus, les officiers de l'entité provinciale du NDS d'**Herat** ont particulièrement été ciblés par des observateurs internationaux pour avoir pratiqué la torture dans les centres de détention de la province. En **2011**, l'UNAMA identifiait les centres de détention du NDS dans cette province comme **lieux de pratique « systématique » de la torture**<sup>229</sup>.

Dans le second rapport de l'UNAMA, portant sur la **période d'octobre 2011 à octobre 2012**, les observateurs ont noté que le nombre de détenus présents lors des visites dans le centre de détention principal de la province situé dans la ville d'Herat avait nettement diminué par rapport à la période d'étude précédente<sup>230</sup>. Selon le directeur et le procureur général de l'entité provinciale du NDS d'Herat, rencontrés par les observateurs en avril 2012 et dont les noms ne sont pas précisés, « le déclin de la population carcérale faisait partie d'une politique de prévention de la surpopulation carcérale » dans ce centre de détention provincial<sup>231</sup>. L'UNAMA émettait des doutes quant à la véracité de ces propos mais notait en revanche un déclin dans la pratique de la torture par les agents locaux du NDS puisque 9 détenus interrogés sur 39, soit **23%**, **affirmaient avoir été victimes de torture**<sup>232</sup>.

De **février 2013 à décembre 2014**, 6 détenus sur 34 avaient affirmé à l'UNAMA avoir subi des actes de torture et des traitements dégradants (l'UNAMA inclue les traitements dégradants à partir de cette troisième période d'étude) dans les centres de détention du NDS de la province d'Herat, soit une proportion inférieure à **18%** des détenus qui continuait à décliner depuis 2011<sup>233</sup>.

Mais au cours des années **2015 et 2016**, l'usage de la torture était redevenu « **régulier et fréquent** » dans les centres de détention du NDS de la province. **Près d'un détenu sur deux** (13 détenus sur 27, 48%) avait été victime d'actes de torture et de traitements dégradants, dont un mineur<sup>234</sup>. Une proportion qui n'avait « pas été vue » depuis la première période d'étude de l'UNAMA entre octobre 2010 et 2011 où elle dépassait les 50% dans cette province pour le NDS<sup>235</sup>.

Au cours des années **2017 et 2018**, la proportion de détenus victimes de tortures et de mauvais traitements a drastiquement diminué puisque trois détenus sur 36 affirmaient avoir été victimes de ces exactions, soit un peu plus de **8%** des détenus interrogés<sup>236</sup>. Une « remarquable réduction » selon l'UNAMA.

Pourtant, sur la dernière période d'étude, de **janvier 2019 à mars 2020**, cette proportion a augmenté de nouveau et atteignait pratiquement **30% avec 11 détenus sur 47** affirmant avoir été victimes de tortures et traitements dégradants<sup>237</sup>. Il s'agissait de la troisième proportion la plus importante de tous les centres de détention du NDS en Afghanistan<sup>238</sup>.

**La proportion la plus importante** concernait une province limitrophe de celle d'Herat, la province de **Ghor**. En effet, **les trois quarts des détenus interrogés (précisément 9 sur 12), soit 75%**, ont affirmé avoir été victimes d'actes de torture et de traitements dégradants au cours de leur détention dans les locaux de l'entité du NDS de la province de Ghor entre janvier 2019 et mars 2020<sup>239</sup>. Dans son rapport

<sup>228</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.45, [url](#)

<sup>229</sup> UNAMA - OHCHR, 10/2011, p.3 et 16, [url](#) ; FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#)

<sup>230</sup> UNAMA - OHCHR, 01/2013, p.30, [url](#)

<sup>231</sup> UNAMA - OHCHR, 01/2013, p.30 et 44, [url](#)

<sup>232</sup> UNAMA - OHCHR, 01/2013, p.30 et 42, [url](#)

<sup>233</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2015, p.52, [url](#)

<sup>234</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.27, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.15, [url](#)

<sup>235</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.27, [url](#)

<sup>236</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.15, [url](#)

<sup>237</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>238</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>239</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

précédent sur les années 2017 et 2018, l'UNAMA n'avait pourtant reçu aucune plainte et allégation d'exactions de ce type commises par des agents de cette entité provinciale du NDS<sup>240</sup>.

Parmi **quatre** détenus du NDS dans la province de **Badghis** interrogés dans le rapport le plus récent, **l'un d'entre eux** a affirmé avoir été victime de ces exactions<sup>241</sup>.

**Aucun** acte de torture et de mauvais traitement ni de cas de détention du NDS n'a été recensé dans la province de **Farah** entre **janvier 2019 et mars 2020**<sup>242</sup>. Toutefois, l'entité du NDS de cette province était particulièrement ciblée par l'UNAMA dans son rapport sur les années **2015 et 2016**, déclarant que « le haut-niveau de tortures et mauvais traitements [...] suppose **l'usage systématique** » de ces pratiques<sup>243</sup>. En effet, 9 détenus interrogés sur 18, soit **50%**, affirmaient avoir été victimes de ce type d'exactions, dont deux mineurs âgés de 14 ans<sup>244</sup>. En 2018 et 2019, la proportion de 50% était de nouveau atteinte avec quatre détenus sur huit alléguant avoir subi ces exactions<sup>245</sup>.

### 4.3. Provinces du Nord

Concernant les exactions à l'encontre de détenus dans les provinces du Nord, l'entité provinciale du NDS de **Samangan** est revenue à plusieurs reprises parmi les entités du NDS les plus responsables d'actes de torture et de traitements dégradants. Au cours des années 2017 et 2018, **un tiers des détenus** (9 sur 27) ont été victimes de ces exactions durant leur détention dans les locaux de cette entité du NDS qui était, proportionnellement, la seconde entité responsable du plus grand nombre d'exactions de ce type à l'échelle nationale<sup>246</sup>. Entre janvier 2019 et mars 2020, cette entité du NDS a continué à pratiquer la torture de manière importante, 7 détenus sur 29 ayant été victimes de tortures et de mauvais traitements, soit une proportion de **24%**, la quatrième plus importante du pays concernant le NDS sur cette période d'étude<sup>247</sup>.

Dans la province de **Kunduz**, la proportion de détenus torturés ou/et victimes de traitements dégradants par des agents du NDS était importante entre janvier 2019 et mars 2020 puisqu'elle s'élevait à **22,5%** (9 détenus sur 40)<sup>248</sup>. La pratique de la torture au sein de l'entité du NDS de cette province avait pourtant diminué entre les années 2015-2016 et les années 2017-2018, passant de 15% (3 détenus sur 20) à 10,3% (3 détenus sur 29)<sup>249</sup>.

Sur la dernière période d'étude, les proportions d'actes de torture et de traitements dégradants dans les centres de détention du NDS des provinces de **Balkh et Baghlan** étaient légèrement supérieures à la moyenne nationale avec environ **17%** (respectivement 7 détenus sur 42 et 6 détenus sur 34)<sup>250</sup>.

Dans la province de **Faryab**, l'entité provinciale du NDS a été ciblée de manière variable selon les périodes d'études de l'UNAMA. Sur la deuxième période d'étude **d'octobre 2011 à octobre 2012**, les centres de détention de l'entité provinciale étaient dénoncés comme lieux de « **multiples actes de tortures** », 8 détenus interrogés sur 26 affirmant avoir été victimes de torture, soit près de **31%**<sup>251</sup>.

Au cours des années **2013 et 2014**, **un détenu sur dix** interrogés affirmait avoir été victime d'actes de torture et/ou de traitements dégradants (l'UNAMA inclue les traitements dégradants à partir de cette troisième période d'étude) durant sa détention sous l'autorité provinciale du NDS<sup>252</sup>.

Durant les années **2015 et 2016**, quatre détenus ont été interrogés et **aucun** d'entre eux n'affirmait avoir été victime de telles exactions<sup>253</sup>.

<sup>240</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.13-14, [url](#)

<sup>241</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.57, [url](#)

<sup>242</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.57, [url](#)

<sup>243</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24, [url](#)

<sup>244</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.24, [url](#)

<sup>245</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.15, [url](#)

<sup>246</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.13-14, [url](#)

<sup>247</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.17-18, [url](#)

<sup>248</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.49, [url](#)

<sup>249</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.30, [url](#) ; UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.15, [url](#)

<sup>250</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.49-51, [url](#)

<sup>251</sup> UNAMA - OHCHR, 01/2013, p.30 et 42, [url](#)

<sup>252</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2015, p.52, [url](#)

<sup>253</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2017, p.30, [url](#)

Dans son avant-dernier rapport portant sur les années **2017 et 2018**, l'UNAMA se disait « préoccupée » par le haut pourcentage de détenus affirmant avoir été victimes de tortures et/ou de traitements dégradants dans les centres de détention du NDS de la province de Faryab, un pourcentage qui s'élevait à **37,5%**<sup>254</sup>. Elle précisait toutefois que le nombre de détenus interrogés, en l'occurrence 8 dont 3 ont fait part des exactions subies, « était trop petit pour faire des conclusions significatives sur les habitudes de traitement des détenus » dans les centres de détention de la province<sup>255</sup>.

Sur la dernière période d'étude, **une personne sur quinze (7%)** privées de liberté a été victime de tortures et/ou de traitements dégradants au cours de sa détention dans les locaux du NDS de la province de Faryab<sup>256</sup>.

Les **agents de l'entité provinciale du NDS de Jawzjan n'ont pas** commis d'actes de torture et de mauvais traitements à l'encontre des détenus entre janvier 2019 et mars 2020<sup>257</sup>.

L'UNAMA avait néanmoins pointé la **détention de 59 mineurs**, dont 4 âgés de moins de 12 ans et donc non soumis à la responsabilité criminelle, à partir de **l'été 2018** dans les centres de détention du **NDS de Jawzjan et du NDS 501 à Kaboul** (elle ne précise pas la répartition)<sup>258</sup>. Ces mineurs, qui devaient être détenus (hormis les 4 âgés de moins de 12 ans) dans les JRC, faisaient partie d'un groupe de 250 personnes arrêtées dans la province de Jawzjan car soupçonnées d'être affiliées à l'ISKP<sup>259</sup>. Les mineurs ont passé « approximativement » **100 jours en détention du NDS**, sans que des actes de torture et des traitements dégradants ne soient recensés mais sans avoir de contact ou « très peu » avec leurs familles et n'ont été présentés à un juge qu'après environ 6 mois<sup>260</sup>.

Au sein de l'entité provinciale du NDS de **Sar-e-Pul, aucun cas de détention** n'a été recensé par la mission des Nations Unies entre janvier 2019 et mars 2020<sup>261</sup>.

#### 4.4. Provinces de l'Est

##### 4.4.1. Les exactions de l'unité 02 des forces spéciales du NDS

L'UNAMA recensait plus de 200 civils tués par l'ensemble des unités des forces spéciales du NDS au cours des opérations de recherches menées en 2018<sup>262</sup>. Cependant, des « aînés tribaux » et des activistes locaux de la province de **Nangarhar** évoquaient **plus de 260 civils tués au cours des opérations de recherches de l'unité 02 des forces spéciales du NDS** menées lors des seuls mois de septembre et octobre 2018<sup>263</sup>. Un activiste de la société civile interrogé par *The Bureau of Investigative Journalism* (TBIJ) affirmait en février 2019 que « l'unité 02 conduit des opérations en toute impunité et sans considération pour les vies civiles »<sup>264</sup>.

En marge de toutes les opérations qu'elle a menées sur l'année **2019, 97 victimes civiles étaient imputables à l'unité 02 d'après l'UNAMA, dont 80 civils qui y ont perdu la vie**<sup>265</sup>.

Parmi les opérations, dont en particulier les opérations de recherches autrement connues comme les raids nocturnes, de l'unité 02 des forces spéciales ayant coûté la vie à des civils, plusieurs exemples peuvent être abordés. HRW a documenté, entre autres, un raid de cette unité qui a eu lieu dans la nuit du 23 octobre 2018 dans le district de Rodat au sein de la province de Nangarhar au cours duquel **l'unité a notamment exécuté sommairement cinq membres d'une famille et blessé deux autres**<sup>266</sup>. **Au cours de ce raid nocturne, 13 civils ont perdu la vie**<sup>267</sup>. Bien que le gouvernement ait affirmé que les personnes décédées étaient des combattants de l'ISKP, des témoins locaux affirmaient que le

<sup>254</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.15 et 46, [url](#)

<sup>255</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.15 et 46, [url](#)

<sup>256</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.51, [url](#)

<sup>257</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.51, [url](#)

<sup>258</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.25, [url](#)

<sup>259</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.25, [url](#)

<sup>260</sup> UNAMA - OHCHR, 04/2019, p.25, [url](#)

<sup>261</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.51, [url](#)

<sup>262</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2020, p.115, [url](#)

<sup>263</sup> The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ), 08/02/2019, [url](#)

<sup>264</sup> The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ), 08/02/2019, [url](#)

<sup>265</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2020, p.114, [url](#)

<sup>266</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.28-29, [url](#)

<sup>267</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.29, [url](#)

NDS avait versé des compensations financières aux familles des victimes (à hauteur d'environ 1 100 euros) « habituellement » versées pour des cas de « mort injustifiée »<sup>268</sup>.

Moins d'un an plus tard, un autre raid de l'unité 02 dans la nuit du **4 septembre 2019 à Jalalabad**, capitale de la province de Nangarhar, a été largement documenté<sup>269</sup>. Au cours de ce raid nocturne mené dans un complexe résidentiel, 11 hommes sont menottés et interrogés virulemment, et parmi eux **quatre frères sont exécutés sommairement**<sup>270</sup>. Plusieurs officiels afghans et résidents de la capitale provinciale ont immédiatement rejeté les allégations selon lesquelles les habitants visés soutenaient ou avaient un quelconque lien avec l'Etat Islamique<sup>271</sup>. Le président Ashraf Ghani, au lendemain de cet « incident tragique à Jalalabad », soit **le 5 septembre**, « a accepté avec regret » **la démission du directeur du NDS, Mohammad Masoom Stanikzai**<sup>272</sup>.

Bien que les « Unités Zéros » aient été régulièrement désignées et considérées comme des unités paramilitaires aux ordres de la CIA, elles agissaient au nom du NDS et les nombreuses exactions contre les civils ont eu une forte répercussion sur la notoriété du service de renseignement afghan<sup>273</sup>.

#### 4.4.2. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS des provinces de l'Est

**Les centres de détention de l'entité provinciale du NDS de Laghman étaient ciblés en 2011 pour être des lieux de pratique « systématique » de la torture**<sup>274</sup>. Sur la dernière période d'étude de l'UNAMA (janvier 2019 – mars 2020), **20% des cas de détention** ont été marqués par des actes de torture et des mauvais traitements (5 sur 25)<sup>275</sup>.

Dans les locaux du NDS de **Nangarhar** et de **Kunar**, **14% et 9%** des détentions ont été marquées par des actes de tortures et des mauvais traitements entre janvier 2019 et mars 2020 (respectivement 4 sur 28 et 5 sur 53)<sup>276</sup>.

Au nord-est sur la même période, les agents des entités provinciales du **NDS de Badakshan et de Takhar** se sont rendus, comparativement, peu coupables de ce type d'exactions puisque respectivement 2 détentions sur 43 et 1 sur 14 ont été marquées par de telles exactions (**5 et 7%**)<sup>277</sup>. Dix ans plus tôt, l'entité provinciale du NDS de Takhar était toutefois désignée comme responsable de « multiples » actes de torture<sup>278</sup>.

**Aucun** acte de torture, aucun mauvais traitement ni aucun cas de détention n'a été recensé par l'UNAMA sur cette dernière période d'étude dans la province de **Nuristan**<sup>279</sup>.

#### 4.5. Provinces du Sud (dont Sud-Est)

##### 4.5.1. Les exactions de l'unité 03 des forces spéciales du NDS

En marge de toutes les opérations menées par l'unité 03 des forces spéciales du NDS, ou *Kandahar Strike Force*, sur l'année **2019, 79 victimes civiles étaient imputables à cette unité paramilitaire, dont 48 civils qui y ont perdu la vie**<sup>280</sup>.

<sup>268</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.29, [url](#)

<sup>269</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; TOLONews, 05/09/2019, [url](#)

<sup>270</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.66, [url](#)

<sup>271</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; TOLONews, 05/09/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>272</sup> Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), 05/09/2019, [url](#) ; TOLONews, 05/09/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#)

<sup>273</sup> Foreign Policy, 06/02/2020, [url](#) ; The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>274</sup> UNAMA – OHCHR, 10/2011, p.3 et 16, [url](#) ; FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#)

<sup>275</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.47, [url](#)

<sup>276</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.47, [url](#)

<sup>277</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.49, [url](#)

<sup>278</sup> UNAMA – OHCHR, 10/2011, p.3 et 16, [url](#) ; FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#)

<sup>279</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.47, [url](#)

<sup>280</sup> UNAMA – OHCHR, 02/2020, p.114, [url](#)

HRW, entre autres, a documenté plusieurs raids nocturnes menés par l'unité 03, dont deux en mars et avril 2019 qui se sont déroulés dans le district de Panjwai au centre-ouest de la province de Kandahar<sup>281</sup>. Au cours de ces raids nocturnes, **deux civils dont un directeur d'une école primaire locale ont été exécutés sommairement** par des membres de forces « parlant pashtoun » identifiées comme l'unité 03 « en provenance de *Camp Gekho* », le quartier général de l'unité à Kandahar<sup>282</sup>. Cinq autres locaux ont été victimes de disparitions forcées au cours du second raid nocturne d'après HRW tandis que l'UNAMA a imputé une seule disparition forcée à l'unité 03 au cours de l'année 2019<sup>283</sup>.

Par ailleurs, les provinces du sud ont également été touchées par les frappes aériennes des forces militaires étasuniennes et afghanes, des frappes aériennes récurrentes en appui de certaines opérations de recherches menées au sol par les forces spéciales du NDS. **La province d'Helmand a été particulièrement touchée aux trois premiers trimestres 2019 avec près d'un cinquième des victimes civiles de toutes les frappes aériennes menées dans le pays**<sup>284</sup>. A la fin du mois de septembre 2019 notamment, les « forces spéciales du NDS » (l'UNAMA ne précise pas s'il s'agissait uniquement de l'unité 03) ont mené une opération de recherche visant un groupe d'*Al Qaida* proche des leaders talibans<sup>285</sup>. Lors de cette opération, des frappes aériennes étasuniennes, en appui de l'opération menée par la 03, ont touché deux véhicules de civils qui revenaient d'un mariage, provoquant **15 décès dont 9 enfants et 11 blessés**<sup>286</sup>. Elle se déroulait au nord de la province dans le district de Musa Qala. Des talibans et des « combattants étrangers » y ont été arrêtés<sup>287</sup>.

#### 4.5.2. L'usage de la torture dans les centres de détention du NDS des provinces du Sud

Concernant la **torture**, les paramilitaires de l'unité 03 ont été responsables de **la moitié des actes de torture et traitements dégradants de toutes les unités des forces spéciales du NDS** recensés par l'UNAMA entre janvier 2019 et mars 2020, précisément 9 sur 18<sup>288</sup>. Parmi les 13 détenus interrogés par l'UNAMA, **plus des deux tiers (67,7%)** ont été victimes de ces exactions commises par l'unité 03 des forces spéciales du NDS ou *Kandahar Strike Force*<sup>289</sup>.

Les centres de détention de l'entité provinciale du NDS de Kandahar étaient des « *clusters* » et des lieux « familiers » de la pratique de la torture selon Kate Clark, et ce sur le long terme depuis les premières enquêtes de l'UNAMA<sup>290</sup>. En effet, dans le premier rapport paru en 2011, ils étaient identifiés comme **des lieux de pratique « systématique » de la torture**<sup>291</sup>. Dix ans plus tard dans le dernier rapport de l'UNAMA, la proportion de détenus ayant subi des actes de tortures et des mauvais traitements restait importante puisque ce type d'exactions a été recensé au cours de **11 détentions sur 47**, soit un peu plus de **23%**<sup>292</sup>.

Toutefois, cette proportion était encore plus importante dans la province voisine d'**Helmand où un tiers des détenus (4 sur 12) du NDS** a souffert d'actes de torture et de traitements dégradants au cours de leur détention entre janvier 2019 et mars 2020, soit la deuxième proportion provinciale la plus élevée du pays<sup>293</sup>. Elle était également élevée dans la province d'**Uruzgan où un détenu du NDS sur quatre interrogés** a été victime de ces actes<sup>294</sup>. Les entités provinciales du NDS de ces deux provinces étaient en revanche moins ciblées que celle de Kandahar dans les précédents rapports.

Dans le sud-est, les centres de détention du NDS de la province de **Khost** étaient également dénoncés par l'UNAMA en **2011 comme des lieux de pratique « systématique » de la torture**<sup>295</sup>. Ils n'étaient

<sup>281</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.27-28, [url](#)

<sup>282</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.27-28, [url](#)

<sup>283</sup> Human Rights Watch, 10/2019, p.27-28, [url](#) ; UNAMA – OHCHR, 02/2021, p.16, [url](#)

<sup>284</sup> UNAMA, 17/10/2019, p.9, [url](#)

<sup>285</sup> UNAMA, 17/10/2019, p.9, [url](#)

<sup>286</sup> UNAMA, 17/10/2019, p.9, [url](#)

<sup>287</sup> UNAMA, 17/10/2019, p.9, [url](#)

<sup>288</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>289</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.18-19, [url](#)

<sup>290</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#) ; voir plus sur : DIDR, « Afghanistan : Le National Directorate of Security (NDS) », Ofpra, 11/01/2018, [url](#).

<sup>291</sup> UNAMA – OHCHR, 10/2011, p.3 et 16, [url](#) ; FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#)

<sup>292</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.55, [url](#)

<sup>293</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.55, [url](#)

<sup>294</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.55, [url](#)

<sup>295</sup> UNAMA – OHCHR, 10/2011, p.3 et 16, [url](#) ; FDD's Long War Journal, 20/09/2011, [url](#)

cependant pas considérés comme des « *clusters* familiaux » de la torture au long de la décennie précédente et la pratique de la torture y a été moins recensée dans les rapports suivants<sup>296</sup>. Sur la dernière période d'étude, la proportion de détenus victimes de ces exactions était au niveau de la moyenne nationale, à savoir **16%** (6 sur 38)<sup>297</sup>.

Au niveau de l'entité provinciale du NDS de **Ghazni**, **2 détenus sur 9 (22%)** ont affirmé avoir subi des actes de tortures et des traitements dégradants entre janvier 2019 et mars 2020<sup>298</sup>.

Dans les centres de détention du NDS des provinces de **Paktia et Paktika**, la proportion de détenus torturés et/ou victimes de traitements dégradants s'élevait respectivement à **15 et 12%** (5 sur 33 et 3 sur 25) sur la même période<sup>299</sup>.

Enfin, **aucun** acte de torture ni aucun traitement dégradant n'a été recensé dans les entités provinciales du NDS de **Zabul et Nimroz**, ni aucun cas de détention recensé pour cette dernière province, entre janvier 2019 et mars 2020<sup>300</sup>.

## 5. La prise de pouvoir des talibans

Le NDS a été attaqué à de multiples reprises par les talibans en particulier, et ce bien avant leur prise de pouvoir en août 2021. Des exemples, non évoqués précédemment, peuvent être énoncés. En mai 2019, le directeur adjoint du NDS dans la province de Baghlan, **Abdul Ghafoor Mahmoud**, a été exécuté par des combattants talibans alors qu'il prenait la direction de Kaboul en voiture<sup>301</sup>. En juillet 2020, l'office principal du NDS de la province de Samangan, situé dans la capitale provinciale Aybak, a été ravagé par un attentat des talibans qui a fait **perdre la vie à 11 officiers du NDS**<sup>302</sup>. Puis au début du mois de mai 2021, les talibans ont lancé une attaque dans la province de Takhar et **tué 8 agents « opérationnels » du NDS**<sup>303</sup>.

Lorsque les talibans ont lancé leur offensive finale sur Kaboul le 15 août 2021, Hajji Najibullah, chef du renseignement taliban, a ordonné à des combattants de se précipiter au quartier général du NDS afin de sécuriser des équipements et des documents<sup>304</sup>. Le *New York Times* rapporte le témoignage d'un combattant taliban, symboliquement « assis dans la maison du chef du renseignement [Ahmad Zia Siraj] du gouvernement afghan déchu »<sup>305</sup>. Selon ce combattant, les cellules carcérales, les bureaux et les postes de sécurité étaient tous vides à leur arrivée, « tout avait été abandonné »<sup>306</sup>.

D'après *The Intercept*, la **CIA a priorisé l'évacuation de membres des Unités Zéros, en particulier de l'unité 01, au détriment de centaines d'employés militaires des Etats-Unis tels que des interprètes ainsi que d'activistes des droits humains et d'humanitaires vulnérables**<sup>307</sup>. L'unité 01 des forces spéciales du NDS a participé à la sécurisation de l'aéroport international Hamid Karzai de Kaboul et de nombreux paramilitaires de cette unité ont pu quitter le pays fin août<sup>308</sup>. Ils ont trouvé refuge sur des bases militaires étasuniennes ou sur une base aérienne allemande « en attendant leur réinstallation »<sup>309</sup>. D'après la directrice associée de la division Asie d'HRW, Patricia Gossman, « les Etats-Unis ne devraient pas offrir un refuge à ceux qui ont commis des crimes de guerre ou des graves violations des droits humains »<sup>310</sup>.

Patricia Gossman a déclaré fin novembre que « la promesse d'amnistie faite par les dirigeants talibans n'a pas empêché les chefs locaux d'exécuter sommairement ou de faire disparaître d'anciens membres

---

<sup>296</sup> CLARK Kate, Afghanistan Analysts Network (AAN), 03/02/2021, [url](#)

<sup>297</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.55, [url](#)

<sup>298</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.53, [url](#)

<sup>299</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.53, [url](#)

<sup>300</sup> UNAMA - OHCHR, 02/2021, p.55, [url](#)

<sup>301</sup> Ariana News, 12/05/2019, [url](#)

<sup>302</sup> RFE/RL, 13/07/2020, [url](#)

<sup>303</sup> Pajhwok, 05/05/2021, [url](#)

<sup>304</sup> The New York Times (NYT), 01/09/2021, [url](#)

<sup>305</sup> The New York Times (NYT), 01/09/2021, [url](#)

<sup>306</sup> The New York Times (NYT), 01/09/2021, [url](#)

<sup>307</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>308</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>309</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#)

<sup>310</sup> The Intercept, 06/10/2021, [url](#)



des forces de sécurité afghanes »<sup>311</sup>. HRW rapporte qu'au 31 octobre 2021, soit un peu plus de 100 jours après la prise de pouvoir des talibans, **ils ont procédé à l'exécution sommaire ou à la disparition forcée de plus d'une centaine d'anciens agents de la police et du renseignement, et ce dans les seules quatre provinces de Ghazni, Helmand, Kandahar et Kunduz**<sup>312</sup>.

---

<sup>311</sup> Human Rights Watch (HRW), 30/11/2021, [url](#)

<sup>312</sup> Human Rights Watch (HRW), 30/11/2021, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en décembre 2021 et janvier 2022.

### Organisations intergouvernementales

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Preventing torture and upholding the rights of detainees in Afghanistan », 02/2021, 61p., <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/2021report/2021-Torture-Public-Report.pdf>

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Afghanistan – Protection of civilians in armed conflict – Annual report 2020 », 02/2021, 129 p., [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan\\_protection\\_of\\_civilians\\_report\\_2020\\_revs\\_3.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_report_2020_revs_3.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Afghanistan – Protection of civilians in armed conflict – Annual report 2019 », 126 p., 02/2020, [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan\\_protection\\_of\\_civilians\\_annual\\_report\\_2019\\_-\\_22\\_february.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2019_-_22_february.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA), « Quarterly report on the protection of civilians in Armed Conflict: 1 January to 30 September 2019 », 17/10/2019, [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama\\_protection\\_of\\_civilians\\_in\\_armed\\_conflict\\_-\\_3rd\\_quarter\\_update\\_2019.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_protection_of_civilians_in_armed_conflict_-_3rd_quarter_update_2019.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA), « Midyear update on the protection of civilians in Armed Conflict: 1 January to 30 June 2019 », 30/06/2019, [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama\\_poc\\_midyear\\_update\\_2019\\_-\\_30\\_july\\_2019\\_english.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_poc_midyear_update_2019_-_30_july_2019_english.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghanistan: Preventing Torture and Ill-treatment under the Anti-Torture Law », 04/2019, 51p., [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan\\_-\\_report\\_on\\_the\\_treatment\\_of\\_conflict-related\\_detainees\\_-\\_17\\_april\\_2019.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_-_report_on_the_treatment_of_conflict-related_detainees_-_17_april_2019.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Afghanistan – Protection of civilians in armed conflict – Annual report 2018 », 02/2019, 76 p., [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama\\_annual\\_protection\\_of\\_civilians\\_report\\_2018\\_-\\_23\\_feb\\_2019\\_-\\_english.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_annual_protection_of_civilians_report_2018_-_23_feb_2019_-_english.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Afghanistan - Protection of civilians in armed conflict – Annual report 2017 », 76 p., 02/2018, [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan\\_protection\\_of\\_civilians\\_annual\\_report\\_2017\\_final\\_150218.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2017_final_150218.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Treatment of Conflict-Related Detainees : Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture », 04/2017, 77 p., [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/treatment\\_of\\_conflict-related\\_detainees\\_24\\_april\\_2017.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/treatment_of_conflict-related_detainees_24_april_2017.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Afghanistan – Midyear report 2016 – Protection of civilians in armed conflict », 07/2016, 112 p., [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection\\_of\\_civilians\\_in\\_armed\\_conflict\\_midyear\\_report\\_2016\\_final\\_english\\_31\\_july\\_2016.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_midyear_report_2016_final_english_31_july_2016.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Update on the Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody : Accountability and Implementation of Presidential Decree 129 », 02/2015, 156 p.,

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMA\\_OHCHR\\_Detention\\_Report\\_Feb2015.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMA_OHCHR_Detention_Report_Feb2015.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) – OHCHR, « Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody – One Year On », 01/2013, 126 p.,

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMA\\_treatment\\_of\\_conflict\\_detainees.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMA_treatment_of_conflict_detainees.pdf)

Nations Unies, United Nations Assistance Mission of Afghanistan (UNAMA) - OHCHR, « Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody », 10/2011, 74 p.,

[https://unama.unmissions.org/sites/default/files/october10\\_2011\\_unama\\_detention\\_full-report\\_eng.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/october10_2011_unama_detention_full-report_eng.pdf)

## **Institutions nationales**

Etats-Unis, United States Department of State (USDOS), « Afghanistan 2020 Human Rights Report », 10/2021, 54 p., <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/10/AFGHANISTAN-2020-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>

Etats-Unis, United States Department of State (USDOS) – Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons, « 2021 Trafficking in Persons Report : Afghanistan – Afghanistan : Tier 3 », 09/2021, <https://www.state.gov/reports/2021-trafficking-in-persons-report/afghanistan/>

Etats-Unis, United States Department of State (USDOS), « 2021 International Women of Courage Award Recipients Announced », 04/03/2021, <https://www.state.gov/2021-international-women-of-courage-award-recipients-announced/>

Etats-Unis, United States Department of State (USDOS), « Afghanistan 2019 Human Rights Report », 03/2020, 44 p., <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/10/AFGHANISTAN-2020-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>

## **Think Thank, centres de recherches et universités**

Atlantic Council, « Intelligence reform for peacetime – A call to reform and modernize the Afghan intelligence services », 22/03/2021, Atlantic Council – South Asia Center, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/southasiasource/intelligence-reform-for-peacetime-a-call-to-reform-and-modernize-the-afghan-intelligence-services/>

CLARK Kate, Afghanistan Analyst Network (AAN), « Police and NDS Torture: One in three security detainees tortured, despite long-term downward trend », 03/02/2021, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/rights-freedom/police-and-nds-torture-one-in-three-security-detainees-tortured-despite-long-term-downward-trend/>

Afghanistan Analysts Network (AAN), « CIA-backed strike force units in Afghanistan », 31/10/2019, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/resources/human-rights/cia-backed-strike-force-units-in-afghanistan/>

SURKHE Astri – DE LAURI Antonio, Watson Institute – Brown University, « The CIA's 'Army' : A Threat to Human Rights and an Obstacle to Peace in Afghanistan », 21/08/2019, 14 p., [https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2019/Costs%20of%20War%2C%20CIA%20Afghanistan\\_Aug%2021%2C%202019.pdf](https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2019/Costs%20of%20War%2C%20CIA%20Afghanistan_Aug%2021%2C%202019.pdf)

RUTTIG Thomas, Afghanistan Analyst Network (AAN), « 'Murder Is Always' : The Kulalgo Night Raids Killings », 17/08/2019, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/murder-is-always-the-kulalgo-night-raid-killings/>

CLARK Kate, Afghanistan Analyst Network (AAN), « Better, But Still Bad: UNAMA releases new report on the torture of security detainees », 17/04/2019, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/rights-freedom/better-but-still-bad-unama-releases-new-report-on-the-torture-of-security-detainees/>

CLARK Kate, Afghanistan Analyst Network (AAN), « CIA-proxy militias, CIA-drones in Afghanistan: "Hunt and kill" déjà vu », 26/10/2017, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/cia-proxy-militias-cia-drones-in-afghanistan-hunt-and-kill-deja-vu/>

CLARK Kate, Afghanistan Analyst Network (AAN), « New NDS boss – who is he? », 18/07/2010, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/rights-freedom/new-nds-boss-who-is-he/>

## **Organisations non gouvernementales**

Human Right Watch (HRW), « Afghanistan : Meurtres et « disparitions » d'ex-fonctionnaires aux mains des talibans », 30/11/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/11/30/afghanistan-meurtres-et-disparitions-dex-fonctionnaires-aux-mains-des-talibans>

Reporters Sans Frontières (RSF), « Afghanistan : 4 journalistes arrêtés et harcelés par les autorités », 09/07/2020, <https://rsf.org/fr/actualites/afghanistan-4-journalistes-arretes-et-harceles-par-les-autorites>

Human Rights Watch (HRW), « 'They've Shot Many Like This' – Abusive Night Raids by CIA-Backed Afghan Strike Forces », 10/2019, 54 p., [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/afghanistan1019\\_1.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan1019_1.pdf)

The Bureau Of Investigative Journalism (TBIJ), « CIA-Backed Afghan Unit accused of atrocities is able to call in air strikes », 08/02/2019, <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2019-02-08/cia-backed-afghan-unit-atrocities>

Small Wars Journal, Small Wars Foundation, « Strengthening Afghanistan's National Directorate of Security: Is it Equipped to Counter 'Emerging' Threats? », 03/01/2018, <https://smallwarsjournal.com/jrnl/art/strengthening-afghanistans-national-directorate-security-it-equipped-counter-emerging>

Foundation for Defense of Democracies (FDD) – FDD's Long War Journal, « Afghan intelligence operations take on significant role », 20/09/2011, [https://www.longwarjournal.org/archives/2011/09/afghan\\_intelligence.php](https://www.longwarjournal.org/archives/2011/09/afghan_intelligence.php)

Foundation for Defense of Democracies (FDD) – FDD's Long War Journal, « NDS smashes Haqqani Network plots in Kabul », 31/07/2011, [https://www.longwarjournal.org/archives/2011/07/nds\\_smashes\\_haqqani\\_network\\_pl.php](https://www.longwarjournal.org/archives/2011/07/nds_smashes_haqqani_network_pl.php)

## **Médias**

The New York Times (NYT), « Inside the Fall of Kabul », 10/12/2021, <https://www.nytimes.com/2021/12/10/magazine/fall-of-kabul-afghanistan.html>

The Intercept, « The CIA's Afghan proxies, accused of war crimes, will get a fresh start in the U.S. », 06/10/2021, <https://theintercept.com/2021/10/05/zero-units-cia-afghanistan-taliban/>

The New York Times (NYT), « After Quick Victory, Taliban Find Governing Is Harder », 01/09/2021, <https://www.nytimes.com/2021/09/01/world/asia/afghanistan-taliban-victory-governing.html>

Didpress Agency, « Ata Mohammad Noor leading North War against Taliban », 14/08/2021, <https://www.didpress.com/en/2021/08/14/ata-mohammad-noor-leading-north-war-against-taliban/>

France Info, « Afghanistan : fin d'une époque pour la base américaine de Bagram surnommé le "Guantanamo d'Orient" », 02/07/2021, [https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/afghanistan-fin-d-une-epoque-pour-la-base-americaine-de-bagram-surnomme-le-guantanamo-d-orient\\_4687409.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/afghanistan-fin-d-une-epoque-pour-la-base-americaine-de-bagram-surnomme-le-guantanamo-d-orient_4687409.html)

Pajhwok, « 8 intelligence operatives killed in Takhar assault », 05/05/2021, <https://pajhwok.com/2021/05/05/8-intelligence-operatives-killed-in-takhar-assault/>

Ariana News, « Concerns raised after NDS chief and Taliban issue warnings to the media », 05/05/2021, <https://ariananews.af/concerns-raised-after-nds-chief-and-taliban-issue-warnings-to-the-media/>

Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), « U.S., NATO Begin Final Withdrawal From Afghanistan Amid Rise In Taliban Attacks », 29/04/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/u-s-nato-begin-final-withdrawal-from-afghanistan-amid-rise-in-taliban-attacks/31230273.html>

Reporterly, « National Security Council Gets New Appointments », 24/04/2021, <http://reporterly.net/live/newsfeed/april-24-2021/national-security-council-gets-new-appointments/>

Khaama Press, « Taliban, Al-Qaeda, Haqqani Network battered across Afghanistan, dozens killed », 31/03/2021, <https://www.khaama.com/taliban-al-qaeda-haqqani-network-battered-across-afghanistan-dozens-killed-6547633/>

TOLONews, « NDS: 'Taliban Leaders Summoned to Peshawar for War Planning' », 30/03/2021, <https://tolonews.com/afghanistan-171105>

Ariana News, « NDS deputy tells Senate Taliban taking orders from Pakistan », 30/03/2021, <https://ariananews.af/nds-deputy-tells-senate-taliban-taking-orders-from-pakistan/>

TOLONews, « US Presents Honorary Awards to Slain Afghan Women », 08/03/2021, <https://tolonews.com/afghanistan-170544>

South China Morning Post, Associated Press (AP), « Car bomb kills Afghan intelligence directorate's chief prosecutor Sayed Mahmood Agha », 07/03/2021, <https://www.scmp.com/news/world/middle-east/article/3124396/car-bomb-kills-afghan-intelligence-directorates-chief>

Kabul Now, « Car bomb kills NDS Prosecutor Chief in Helmand », 06/03/2021, <https://kabulnow.com/2021/03/car-bomb-kills-nds-prosecutor-chief-in-helmand/>

TOLONews, « NDS Prosecutor, One More Killed in Helmand Blast: Official », 06/03/2021, <https://tolonews.com/afghanistan-170483>

Kabul Now, « NDS arrests a key Taliban military chief », 31/01/2021, <https://kabulnow.com/2021/01/nds-arrests-a-key-taliban-military-chief/>

La Presse, « Les négociateurs afghans accusent les talibans de retarder les pourparlers », 05/01/2021, <https://www.lapresse.ca/international/2021-01-05/les-negociateurs-afghans-accusent-les-talibans-de-retarder-les-pourparlers.php>

The Intercept, « The CIA's Afghan Death Squads », 18/12/2020, <https://theintercept.com/2020/12/18/afghanistan-cia-militia-01-strike-force/>

Arezo News, « NDS arrests 220 individuals on various criminal cases in western Herat », 09/08/2020, <https://arezo.news/en/afghanistan/nds-arrests-220-individuals-on-various-criminal-cases-in-western-herat/>

Radio Free Europe / Free Liberty (RFE/RL), « Taliban Attack On Intelligence Agency Office Kills At Least 11, Wounds Dozens In North Afghanistan », 13/07/2020, <https://www.rferl.org/a/car-bomb-explodes-near-afghan-provincial-government-compound-militants-clash-with-forces/30723321.html>

The Kabul Times, « Meeting discusses enhancing border cooperation with Iran », 18/06/2020, <https://thekabultimes.gov.af/meeting-discusses-enhancing-border-cooperation-with-iran/>

Kabul Now, « NDS operatives arrest Taliban commander riding IRGC vehicle in Herat », 23/05/2020, <https://kabulnow.com/2020/05/nds-operatives-arrest-taliban-commander-riding-irgc-vehicle-in-herat/>

Voice of America (VOA), « Afghan Spy Agency Captures Regional IS Chief », 04/04/2020, [https://www.voanews.com/a/south-central-asia\\_afghan-spy-agency-captures-regional-chief/6186975.html](https://www.voanews.com/a/south-central-asia_afghan-spy-agency-captures-regional-chief/6186975.html)

The Killid Group, « Head of NDS Gender Department Dies of Severe Injuries », 31/03/2020, <https://tkg.af/english/2020/03/31/head-nds-gender-department-dies-severe-injuries/>

TOLOnews, « Female Head of NDS Gender Dept Dies in Kabul », 31/03/2020, <https://tolonews.com/afghanistan/female-head-nds-gender-dept-dies-kabul>

Foreign Policy, « Is Afghan Intelligence Building a Regime of Terror With the CIA's Help? », 06/02/2020, <https://foreignpolicy.com/2020/02/06/nds-afghanistan-intelligence-dissident-murder-cia-help/>

Pajhwok, « Adib Fahim quits as deputy head of NDS », 21/11/2019, <https://old.pajhwok.com/2019/11/21/adib-fahim-quits-deputy-head-nds/>

Khaama Press, « Adib Fahim steps down as deputy chief of the Afghan intelligence », 21/11/2019, <https://www.khaama.com/adib-fahim-steps-down-as-deputy-chief-of-the-afghan-intelligence-04371/>

The Intercept, « A CIA-Backed militia targeted clinics in Afghanistan, killing medical workers and civilians », 30/10/2019, <https://theintercept.com/2019/10/30/afghanistan-health-clinics-airstrikes-taliban/>

Khaama Press, « New acting chief introduced for the intelligence directorate of Afghanistan », 09/09/2019, <https://www.khaama.com/new-acting-chief-introduced-for-the-intelligence-directorate-of-afghanistan-03998/>

Devdiscourse, « Zia Saraj appointed as new acting chief of Afghan Intelligence agency », 09/09/2019, <https://www.devdiscourse.com/article/headlines/663689-zia-saraj-appointed-as-new-acting-chief-of-afghan-intelligence-agency>

Radio Free Europe/Free Liberty (RFE/RL), « Ghani Accepts Afghan Security Chief's Resignation, Vows 'Zero Tolerance For Civilian Casualties' », 05/09/2019, <https://www.rferl.org/a/ghani-accepts-nds-chief-s-resignation-vows-zero-tolerance-for-civilian-casualties-/30148340.html>

TOLOnews, « Ghani Accepts NDS Chief's Resignation Amid Rising Civilian Deaths », 05/09/2019, <https://tolonews.com/afghanistan/ghani-accepts-nds-chief%E2%80%99s-resignation-amid-rising-civilian-deaths>

Ariana News, « Taliban Militants Kill Baghlan Deputy Intelligence Chief », 12/05/2019, <https://ariananews.af/taliban-militants-kill-baghlan-deputy-intelligence-chief/#:~:text=%28Last%20Updated%20On%3A%20May%2012%2C%202019%29%20Abdul%20Ghafoor,Doshi%20district%20of%20Baghan%2C%20a%20security%20source%20confirmed.>

Khaama Press, « Afghanistan reshuffles security leadership in the Ministry of Interior », 02/02/2019, <https://www.khaama.com/afghanistan-reshuffles-security-leadership-in-the-ministry-of-interior-03222/>

TOLOnews, « NDS Survivors Of Wardak Attack Vow To Take 'Revenge' », 26/01/2019, <https://tolonews.com/index.php/afghanistan/nds-survivors-wardak-attack-vow-take-%E2%80%98revenge%E2%80%99>

Pajhwok, « Taliban mastermind of deadly Wardak attack killed », 23/01/2019, <https://old.pajhwok.com/2019/01/23/taliban-mastermind-deadly-wardak-attack-killed/>

Salaam Times, AFP, « Mastermind of Maidan Wardak attack killed, rest of perpetrators on the run », 23/01/2019, [https://afghanistan.asia-news.com/en\\_GB/articles/cnmi\\_st/features/2019/01/23/feature-01](https://afghanistan.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_st/features/2019/01/23/feature-01)

Khaama Press, « Mastermind of deadly base attack in Wardak province has been killed: NDS », 23/01/2019, <https://www.khaama.com/mastermind-of-deadly-base-attack-in-wardak-province-has-been-killed-nds-03171/>

TOLONews, « Taliban Targets NDS Forces Training Center In Wardak », 21/01/2019, <https://tolonews.com/index.php/afghanistan/blast-targets-afghan-forces-base-wardak>

The New York Times (NYT), « CIA's Afghan Forces Leave a Trail of Abuse and Anger », 31/12/2018, <https://www.nytimes.com/2018/12/31/world/asia/cia-afghanistan-strike-force.html>

TOLONews, « TOLONews 6pm News 23 September 2018 » - Edition du journal télévisé de TOLONews du 23 septembre 2018 à 18h, 23/09/2018, <https://tolonews.com/nightly-news/tolonews-6pm-news-23-september-2018>

Khaama Press, « Ghani assigns Stanikzai as acting NDS chief, Abdullah Khan acting defense minister », 05/05/2016, <https://www.khaama.com/ghani-assigns-stanikzai-as-acting-nds-chief-abdullah-khan-acting-defense-minister-0852/>

TOLONews, « NDS Appoints Two More Senior Officials », 04/06/2015, <https://tolonews.com/afghanistan/nds-appoints-two-more-senior-officials>

Khaama Press, « Adib Fahim appointed as first deputy Afghan intelligence chief », 01/06/2015, <https://www.khaama.com/adib-fahim-appointed-as-first-deputy-afghan-intelligence-chief-9454/>

TOLONews, « Experts Criticize Use of NDS Special Forces As Guards for Elite », 05/02/2015, <https://tolonews.com/afghanistan/experts-criticize-use-nds-special-forces-guards-elite>

The Guardian, « Hamid Karzai seeks to curb CIA operations in Afghanistan », 19/04/2013, <https://www.theguardian.com/world/2013/apr/19/hamid-karzai-curb-cia-afghanistan-operations>

TOLONews, « NDS Detains Three Assassins in Herat », 15/08/2012, <https://tolonews.com/afghanistan/nds-detains-three-assassins-herat>

## Réseaux sociaux

Twitter, compte au nom de « Ghani Atif », @Ghani3atif, 29/04/2021, <https://twitter.com/Ghani3atif/status/1387704309912121345>

Twitter, compte au nom de « Ghani Atif », @Ghani3atif, 29/04/2021, <https://twitter.com/Ghani3atif/status/1387704819159388164>

Twitter, compte certifié au nom de « TOLONews », @TOLONews, 21/11/2019, <https://twitter.com/tolonews/status/1197420491637710848>

Twitter, compte au nom de « NDS 01 Unit قطعه 01 ملی امنیت », @NDS\_Afghanistan, s.d., [https://twitter.com/NDS\\_Afghanistan?ref\\_src=twsrc%5Egoogle%7Ctwcamp%5Eserp%7Ctwgr%5Eaut](https://twitter.com/NDS_Afghanistan?ref_src=twsrc%5Egoogle%7Ctwcamp%5Eserp%7Ctwgr%5Eaut)

Twitter, compte au nom de « NDS 01 Unit قطعه 01 ملی امنیت », @NDS\_Afghanistan, s.d., [https://twitter.com/NDS\\_Afghanistan/photo](https://twitter.com/NDS_Afghanistan/photo)